# Note introductive

# au

# DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

## Mars 2023

# Table des matières

**PREAMBULE** ..... **3**

**CONTEXTE INTERNATIONAL** ..... **4**

**CONTEXTE NATIONAL** ..... **5**

**CONTEXTE LOCAL** ..... **7**

**1. DONNEES D'ANALYSE** ..... 9

***1.1. Résultats 2022*** ..... *9*

***1.2. Principales recettes 2022*** ..... *10*

***1.3. Niveau d'endettement*** ..... *14*

***1.4. Equilibre budgétaire*** ..... *16*

**2. COMPTE ADMINISTRATIF 2022** ..... 18

***2.1. Fonctionnement*** ..... *18*

***2.2. Investissement*** ..... *22*

***2.3. Zoom sur les dépenses de personnel Budget Principal*** ..... *24*

**II. EXERCICE 2023** ..... **33**

***2.1. Les dépenses de fonctionnement*** ..... *33*

***2.2. LES CHARGES DE PERSONNEL*** ..... 34

***2.3. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT*** ..... 36

***2.4. DEPENSES D'INVESTISSEMENT IDENTIFIEES*** ..... 41

***2.5. RECETTES D'INVESTISSEMENT*** ..... 43

# PREAMBULE

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) a été introduit par la loi relative à l'Administration Territoriale de la République (ATR) du 6 février 1992. Il a vu son contenu précisé et enrichi par la loi NOTRE et l'article D2312-3 du CGCT et complété par la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus et dans les EPCI comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, la collectivité doit obligatoirement assurer la tenue d'un DOB, dans les deux mois précédant le vote du budget, avec un temps suffisant pour permettre à l'assemblée de prendre connaissance des informations financières.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 prévoit un certain nombre de dispositions qui visent à compléter ce document, notamment l'obligation de réaliser un rapport annuel d'orientations budgétaires contenant :

- L'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement.
- La présentation des engagements pluriannuels.
- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et des perspectives pour le projet de budget.

Ces orientations devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

- Des informations sur la structure des effectifs sur les dépenses de personnel notamment des éléments sur la rémunération (traitement indiciaire, régime indemnitaire, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantage en nature) et durée effective du travail.

Le présent document reprend toutes les obligations réglementaires et récapitule toutes les informations préalables à la bonne information des élus communautaires, à la fois en matière de contexte national pouvant impacter directement la Communauté de communes, mais également en dressant un bilan et les perspectives des principales charges et produit des exercices passés et à venir.

# CONTEXTE INTERNATIONAL

**Les tensions sur la production persistent :** Conjonction de plusieurs chocs exogènes (sanitaire, géopolitique, climatique) qui entraîne des tensions persistantes sur les conditions de production et contribuent à alimenter l'inflation :

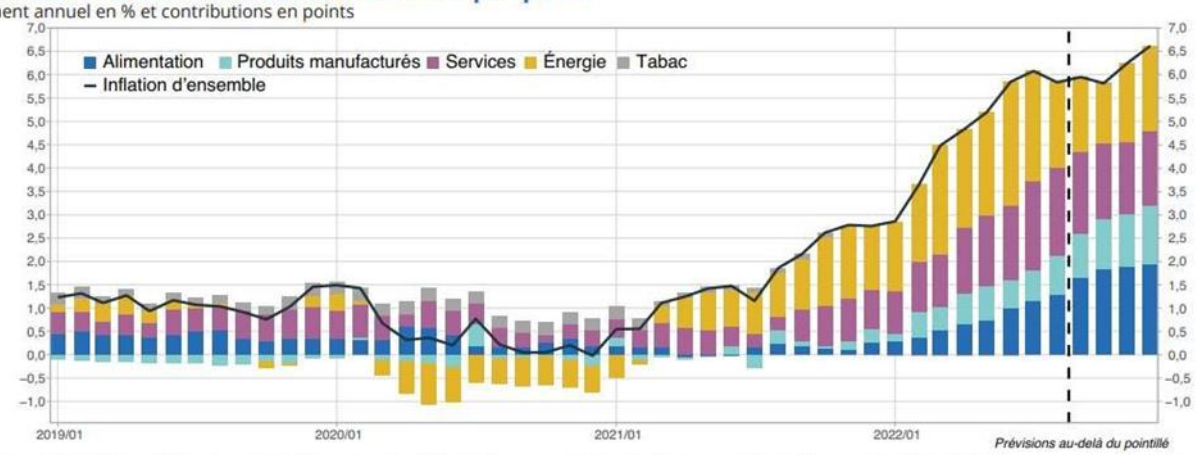
- la crise du Covid qui occasionne encore des confinements dans certaines régions chinoises exportatrices sur le plan industriel et des surcoûts pour le transport maritime,
- la crise géopolitique liée à la guerre en Ukraine qui renchérit les coûts de l'énergie et créé des difficultés d'approvisionnement pour les entreprises françaises et européennes,
- les dégâts sur la production agricole occasionnés par le réchauffement climatique.

Une inflation atténuée en France par plusieurs mesures mises en place par le gouvernement : bouclier tarifaire sur les prix de l'électricité et ceux du gaz mais aussi aux remises à la pompe.

*Au total, l'inflation en France devrait enregistrer une moyenne annuelle de 5,3 % en 2022, contre 1,6 % en 2021.*

**►6. Inflation d'ensemble et contributions par poste**

glissement annuel en % et contributions en points




Lecture : en août 2022, les prix à la consommation ont progressé de 5,8 % sur un an, selon l'estimation provisoire. Ils progresseraient de 5,9 % sur un an en septembre 2022.
*Source : Insee*

⇒ **Environnement économique toujours très difficile et incertain** (crise énergétique, difficultés d'approvisionnement et de recrutement).

⇒ **Ralentissement de l'activité économique en France :**

Au total en 2022, la croissance du PIB en moyenne annuelle s'élèverait à 2,6 %. L' « acquis » de croissance pour 2023 (c'est-à-dire la croissance annuelle cette année-là si le PIB trimestriel restait chaque trimestre au niveau atteint fin 2022), serait relativement modeste, de l'ordre de +0,2 %.

Les aléas susceptibles d'affecter cette prévision sont bien sûr importants, qu'ils soient géopolitiques, énergétiques voire aussi sanitaires (avec le risque d'une huitième vague de Covid-19), climatiques (avec les conséquences de la sécheresse) ou plus directement économiques (avec les conséquences du resserrement des politiques monétaires).

# CONTEXTE NATIONAL

**Les principales mesures du projet de loi de finances 2023 :**

***SUPPRESSION DE LA CVAE***

Après une réduction des impôts de production de 10 milliards d'euros, baisse à nouveau des impôts de production de 8 milliards d'euros en supprimant la CVAE étalée sur deux ans dans le projet de loi de finances 2023. La suppression de la CVAE serait compensée par un transfert d'une fraction de TVA.

Le montant de la compensation serait déterminé sur la base d'une moyenne quadriennale des recettes engrangées en 2020, 2021, 2022 et 2023.

Cette fraction de TVA sera divisée chaque année en deux parts :

- une part fixe correspondant à la moyenne de leurs recettes de CVAE des années 2020, 2021 et 2022 et 2023 ;
- une part correspondant à la dynamique, si elle est positive, de la fraction de TVA calculée au niveau national.

La dynamique annuelle de cette fraction de TVA sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires, dont les modalités de répartition seront arrêtées à l'issue d'une concertation avec les collectivités.

L'absence d'année blanche permettra par ailleurs de bénéficier de la dynamique de TVA observée entre 2022 et 2023, cette dynamique de TVA pourrait être supérieure à 5% en 2023.

L'Etat ne conservera pas la TVA qu'il a recouvrée sur les entreprises en 2022 et qui aurait dû être versée aux collectivités en 2023 ». « Ce sont entre 300 et 500 millions d'euros supplémentaires qui pourront soutenir les investissements au travers du Fonds vert », qui doit être mis en place par le PLF.

***FILET DE SÉCURITÉ INFLATION***

Une dotation de soutien de 430 millions d'euros aux collectivités « les plus en difficultés » (confrontées à une dégradation de leur épargne brute du fait de la hausse des prix de l'énergie et alimentaires et de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires) est proposée dans la loi de finances rectificative pour 2022.

Cette aide sera toutefois réservée à ceux qui sont les plus durement touchés. Elle est conditionnée par le respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- un niveau d'épargne brute représentant en 2021 moins de 22% de leurs recettes réelles de fonctionnement 2021 ;
- une perte d'au moins 25% d'épargne brute entre l'exercice 2021 et 2022 principalement du fait de la réévaluation de la valeur du point d'indice intervenue au 1er juillet 2022 et du renchérissement des coûts liés à l'alimentation et à l'énergie ;
- pour les communes, un potentiel financier inférieur au double de la moyenne de leur strate démographique en 2021 et pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un potentiel fiscal inférieur au double de la moyenne de leur groupe en 2021.

La dotation 2022 instituée au profit des communes et de leurs groupements pour les entités éligibles s'élèverait à 50% des surcoûts constatés entre 2021 et 2022 liés à la réévaluation de la valeur du point d'indice et à 70% de la hausse entre 2021 et 2022 de leurs charges d'énergie, d'électricité et de chauffage urbain et d'alimentation.

Le filet de 2022 comporte également une clause concernant la revalorisation du point d'indice.

Le versement de la dotation se fera au plus tard le 31 octobre 2023.

***FILET DE SÉCURITÉ SAISON 2***

Le filet de sécurité mis en place avec la LFR 2022 sera reconduit en 2023.

Dans cette nouvelle version, le filet vise uniquement les collectivités confrontées à une situation de forte inflation de leurs dépenses d'énergie en 2023.

***REVALORISATION DES BASES LOCATIVES 2023***

Déjà forte cette année à 3,4 %, **la revalorisation des bases sera compte tenu de l'inflation de 7.1%** en 2023.

Sa règle de calcul a été réformée au début du premier mandat d'Emmanuel Macron. Auparavant, le coefficient de revalorisation des valeurs locatives cadastrales était déterminé par amendement parlementaire lors du vote de la loi de finances. Mais, depuis 2018, il est déterminé par l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) harmonisé sur un an de novembre de l'année précédente à novembre de l'année en cours. Il est estimé à + 6,8 % sur un an en juillet par l'Insee.

À noter qu'à ce stade, le PLF ne prévoit pas de plafonner la revalorisation automatique des valeurs locatives portant sur les bases ménages.

***LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)***

Le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) sera majoré de 320 millions d'euros pour 2023.

**« FONDS VERT »**

Un « fonds vert » a été créé et pourrait atteindre 2 milliards d'euros pour financer les projets écologiques des collectivités territoriales.

***DES MESURES DE CORRECTION DES DOTATIONS AU REGARD DE LA REFORME DES INDICATEURS DE RICHESSE***

La LF 2022 a mis en place la réforme des indicateurs de richesse pour tenir compte des effets de la réforme de la TH et des valeurs locatives des établissements industriels.

Le PLF 2023 commence à introduire des modifications dans les niveaux d'éligibilité ou de versement des dotations et du FPIC (tunnel de garantie pour la DSR Cible, suppression du critère EFA > 1 pour l'éligibilité au versement du FPIC…).

***REPORT DE L'ACTUALISATION DES VALEURS LOCATIVES***

Le gouvernement acte le décalage de deux ans de l'actualisation des valeurs locatives aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. La réactualisation des valeurs locatives professionnelles qui devait s'appliquer dès 2023 serait repoussée à 2025. Pour les valeurs locatives d'habitation, le report serait en 2028.

# CONTEXTE LOCAL

A la crise sanitaire constatée en 2020 et 2021, s'est ajoutée une crise énergétique sans précédent qui s'est traduit par une forte hausse des prix de l'énergie. Dans le même temps, une hausse des prix des carburants liée à la Guerre en Ukraine et à la tension sur le marché du pétrole, a été constatée.

Il en résulte une augmentation directe des coûts d'électricité (+39%) et de carburant (+14%) pour Cœur de Garonne.

D'autre part, pour faire face à la hausse de l'inflation, le point d'indice de la fonction publique a été revalorisé de 3,5 % au 1er juillet 2022. Il s'agit de la plus forte revalorisation depuis 1985, soit 37 ans.

Cette augmentation générale s'est ajoutée à la réforme des catégories B et C et aux augmentations individuelles résultant notamment des avancements automatiques d'échelons.

Les dépenses liées au fonctionnement des services sont contenues par rapport à 2021 mais se poursuivent en 2022, les charges liées à la crise sanitaire (entretien des locaux, produits, charges de personnel liées au remplacement des maladies, …), les réparations/locations liées au vieillissement du parc de véhicules et les coûts de traitement des déchets ménagers en constante augmentation (principalement transport et TGAP).

Il est à noter également en 2022, la nouvelle délégation de service public pour la gestion des multi-accueils (+90 000€), la mise en service en année pleine du gymnase de Cazères, nouvel équipement entraînant 50 000€ supplémentaires sur les charges de fonctionnement.

Le plan pluriannuel d'investissement a été élaboré en fin d'année 2021, il a été revu début 2023, il donne une meilleure lisibilité sur la seconde partie du mandat (2023-2026).

Au final, les résultats font état d'une situation financière fortement dégradée, l'excédent brut courant (différence entre les charges réelles et les produits réels) est en forte baisse du fait de la progression des charges (6%) et dans la moindre mesure des recettes (5%), l'épargne nette dégagée n'est pas suffisante pour autofinancer nos investissements.

Ce scénario était attendu au vu de la prospective financière de Haute-Garonne ingénierie en 2022, il prévoyait dans le même temps un retour à une épargne nette améliorée en 2026 avec une action forte sur les dépenses de fonctionnement et une hausse de la fiscalité (+0.5 point sur le foncier bâti dès 2022 et jusqu'en 2026).

# I. EXERCICE 2022

Objectifs fixés pour l'exercice :

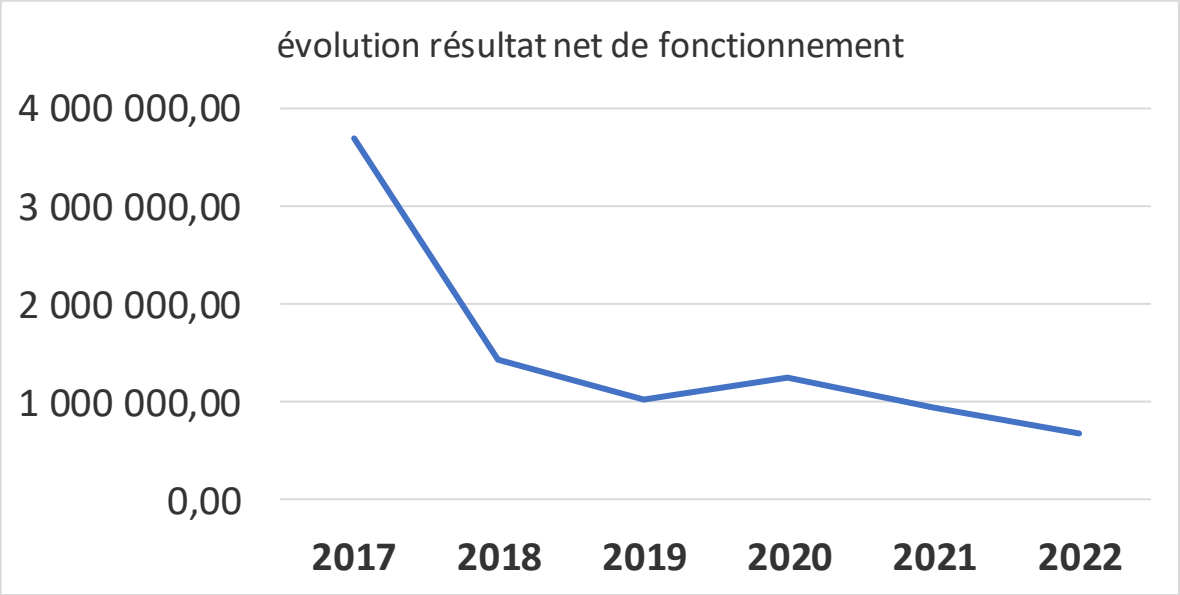
- Veiller à la bonne gestion des crédits par une maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'intercommunalité,
- Poursuivre la maîtrise du budget personnel
- Vigilance renforcée sur le fonctionnement des bâtiments (lumière, chauffage, climatisation, fournitures administratives, …)
- Privilégier au maximum les réunions en distanciel (visio) pour diminuer les coûts de déplacement
- Recherche des financements possibles sur les projets : subventions, appels à projets, …

## 1. Données d'analyse

### *1.1. Résultats 2022*

| | DEPENSES | | RECETTES | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Budget Général** | **Dépenses de l'exercice** | **Restes à réaliser** | **Recettes de l'exercice** | **Restes à réaliser** | **TOTAL** |
| **Fonctionnement** | **22 854 267.95** | **0.00** | **23 578 787.18** | | **724 519.23** |
| **Investissement** | **7 172 977.37** | **1 783 114.45** | **5 325 068.31** | **1 760 944.44** | **-1 847 909.06** |

La dégradation du résultat continue de s'accentuer en 2022



| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat brut de fonctionnement** | 3 703 570.22 | 1 427 454.98 | 1 015 861.32 | 1 241 747.91 | 942 159.66 | 724 519.23 |

Cette dégradation s'explique essentiellement par la croissance des charges de fonctionnement (+6%) par rapport aux recettes (+5%).

### *1.2. Principales recettes 2022*

- Fiscalité perçue

La communauté de communes Cœur de Garonne est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont le régime est en fiscalité professionnelle unique (FPU).

**En FPU, l'EPCI se substitue aux communes pour la gestion et la perception, sur l'ensemble de son périmètre, du produit de la fiscalité professionnelle et de la fiscalité des ménages** (article 1609 nonies C du CGI).

La communauté de communes perçoit les impôts suivants :

- La Contribution Economique Territoriale (CET) constituée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)
- L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)
- La Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)
- La fraction de TVA (compensation de suppression de la taxe d'habitation)
- La Taxe d'habitation sur les résidences secondaires
- La Taxe foncière sur les propriétés bâties
- La Taxe foncière sur les propriétés non bâties
- La Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties

Sur l'ensemble de ces recettes, la communauté de communes ne peut intervenir que sur les taux de foncier bâti, d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2023 et de CFE, les autres recettes sont liées aux différentes lois de finances.

**Taux d'imposition votés par la communauté de communes**

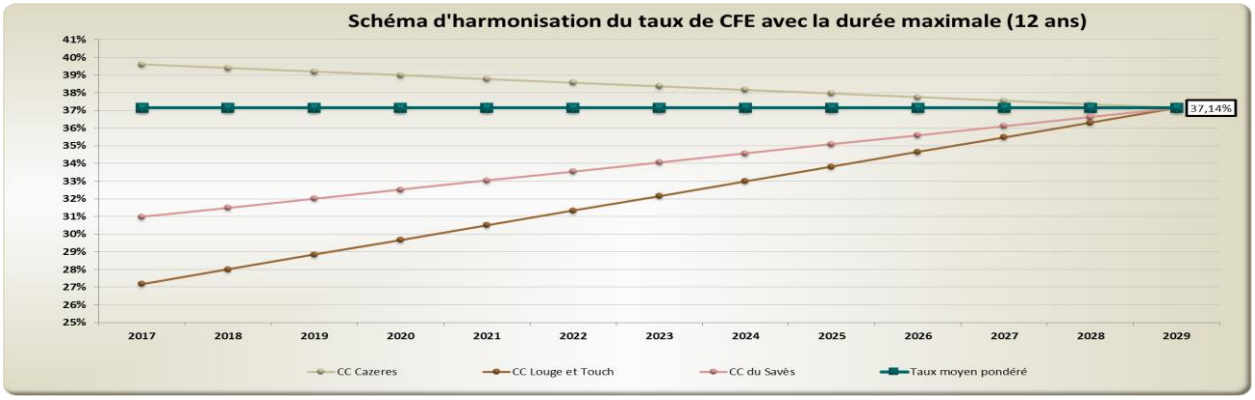
| Taxes | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| CFE | Taux moyen pondéré 37,15 % | Taux moyen pondéré 37,15 % | Taux moyen pondéré 37.15 % |
| Taxe foncière propriétés bâties | 1.19% | 1.19% | 1.69 % |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 7.70% | 7.70% | 7.70 % |

- **CFE**

Le code général des impôts prévoit un mécanisme de lissage progressif des taux de CFE intercommunaux afin de limiter l'impact du passage à un taux de CFE unique sur les cotisations des contribuables professionnels. Le dispositif d'unification progressive du taux de CFE consiste à déterminer une durée d'harmonisation en fonction du rapport calculé entre le taux le moins élevé et le plus élevé des communautés ayant fusionné, constaté l'année précédente (2016).

Le taux moyen pondéré de CFE applicable sur la communauté de communes Cœur de Garonne est de 37,15%.

**Pour 2022, le conseil communautaire a décidé de reconduire le taux de CFE unique de 37,15%.**




- **Taxe foncière**

**En 2022, suite à la prospective financière réalisée par Haute-Garonne ingénierie et au vu des résultats, le conseil communautaire a décidé de voter un taux de foncier bâti augmenté de 0.5 point soit 1.69%.**

| Fiscalité perçue | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Evolution n-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CFE | 3 384 963.00 | 3 385 052.00 | 3 266 892.00 | 2 576 559.00 | 2 773 504.00 | **7.64%** |
| TASCOM | 241 236.00 | 338 863.00 | 286 960.00 | 304 333.00 | 333 796.00 | **9.68%** |
| CVAE | 923 573.00 | 1 109 339.00 | 1 163 329.00 | 1 088 026.00 | 1 082 266.00 | **-0.53%** |
| Taxe d'habitation | 3 436 224.00 | 3 581 030.00 | 3 643 678.00 | 271 507.00 | 278 895.00 | **2.72%** |
| IFER | 179 639.00 | 182 653.00 | 188 725.00 | 214 988.00 | 234 628.00 | **9.14%** |
| Taxe foncière propriétés non bâties | 129 563.00 | 131 246.00 | 132 424.00 | 132 868.00 | 138 037.00 | **3.89%** |
| Taxe foncière propriétés bâties | 355 608.00 | 367 305.00 | 376 365.00 | 414 637.00 | 538 283.00 | **29.82%** |
| Fraction de TVA | | | | 3 751 738.00 | 4 117 275.00 | **9.74%** |
| Taxe GEMAPI | | | | | 100 699.00 | |
| **TOTAL** | **8 650 806.00** | **9 095 488.00** | **9 058 373.00** | **8 754 656.00** | **9 597 383.00** | **9.63%** |
| FNGIR reversé | 898 087 € | 898 087 € | 898 087 € | 898 087 € | 898 087 € | |
| **Solde** | **7 752 719 €** | **8 197 401 €** | **8 160 286 €** | **7 856 569 €** | **8 699 296 €** | **10.73%** |

- <u>Dotation de l'Etat</u>

Les EPCI bénéficient d'une Dotation Globale de Fonctionnement composée de 2 parts :

- La dotation de compensation : allocation compensatrice de la taxe professionnelle versée en contrepartie de la suppression progressive de la part « salaires » ;
- La dotation d'intercommunalité : elle-même composée de 2 parts : la dotation de base (30 % de l'enveloppe) fonction de la population et du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) et la dotation de péréquation (70 % de l'enveloppe) fonction de la population, du potentiel fiscal et du CIF.

La loi de finances 2019 a abondé l'enveloppe de la dotation d'intercommunalité pour les communautés de communes en la plafonnant et en mettant en place un dispositif d'écrêtement.

Depuis 2020, l'enveloppe de DGF augmente en moyenne de 50 000€ par an.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dotation de compensation** | **702 556** | **687 885** | **672 090** | **659 802** | **646 808** | **632 620** |
| **Dotation d'intercommunalité** | **553 953** | **564 169** | **624 918** | **687 905** | **756 947** | **836 332** |
| **DGF Totale** | **1 256 509** | **1 252 054** | **1 297 008** | **1 347 707** | **1 403 755** | **1 468 952** |
| **Population** | 35 557 | 35 814 | 36 064 | 36 090 | 36 102 | 36 262 |
| **DGF par habitant** | 35,34 | 34.96 | 35.96 | 37.34 | 38.88 | 40.51 |

Au final, la fiscalité ainsi que les compensations de l'état ont augmenté significativement en 2022.

- Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Après une hausse, à partir de 2019 du FPIC, due à l'augmentation du CIF, 2022 subi une légère baisse avec la remise à plat des indicateurs de calcul du FIPC et notamment le potentiel fiscal et financier des communes et le l'EPCI.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|
| **Total Communes Cœur de Garonne** | **528 413** | **505 813** | **503 310** | **503 675** |
| **Total EPCI Cœur de Garonne** | **396 713** | **456 089** | **485 125** | **480 352** |
| **Total Cœur de Garonne** | **925 126** | **961 902** | **988 435** | **984 027** |

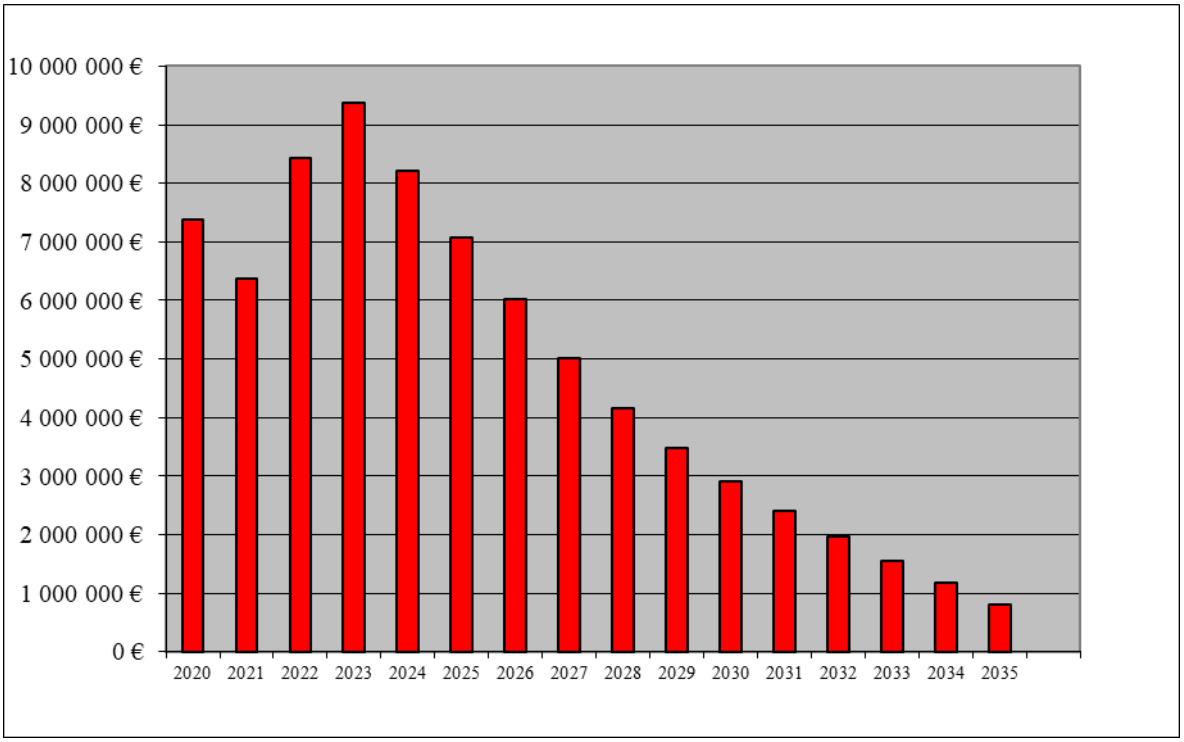
Il est à noter qu'à compter de 2023 une baisse du FPIC est à envisager, car la loi de finances 2022 a revu les indicateurs de calcul du FPIC, il semblerait au détriment de la communauté de communes.

- Autres recettes

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, calculée sur la base locative foncière, a été perçue pour la dernière année en 2022, elle est remplacée par la redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative en 2023 (REOMI). Du fait de la revalorisation annuelle des bases, cette taxe évoluait tous les ans entre 2 et 3%.

| | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | | Evolution n-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Population INSEE au 01/01/2022 : 35599* | Montant | Ratio €/ hab | Montant | Ratio €/ hab | Montant | Ratio €/ hab | Montant | Ratio €/ hab | Montant | Ratio €/ hab | |
| **TEOM** | 3 823 012 | 109 € | 3 946 467 | 112 € | 4 048 118 | 114 € | 4 166 138 | 118 € | 4 316 431 | 121 € | **3.61%** |
| **Fiscalité (CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TH, FB et FNB) déduction du FNGIR** | 7 752 719 € | 221 € | 8 197 401 € | 232 € | 8 160 286 € | 230 € | 7 856 569 € | 222 € | 9 598 715 € | 270 € | **22.17%** |
| **Compensations fiscales** | 324 558 € | 9 € | 424 559 € | 12 € | 458 926 € | 13 € | 1 117 214 € | 32 € | 1 170 303 € | 33 € | **4.75%** |
| **Dotation Globale de Fonctionnement** | 1 252 054 | 34.96 € | 1 297 008 | 35.96 € | 1 347 707 | 37.34 € | 1 403 755 | 39.60 € | 1 468 952 | 41 € | **4.64%** |

### *1.3. Niveau d'endettement*




***Le capital de la dette baisse d'environ 1 000 000 € par an ce qui laisserait des marges de manœuvre pour emprunter sur les exercices futurs. Toutefois le recours à l'emprunt sera limité par l'évolution de notre épargne brute.***

La structure de la dette se décompose de la manière suivante :

| Années N | Budget | Capital restant dû au 01/01/2022 | Annuité versée | Amortissement | Intérêts |
|---|---|---|---|---|---|
| **2022** | Principal | 8 127 518.61 € | 1 173 834.06 € | 1 012 618.73 € | 158 667.66 € |
| | Photovoltaïque | 85 014.66 € | 16 059.51 € | 12 913.97 € | 3 145.54 € |
| | ZA Descaillaux | 219 999.91 € | 30 908.68 € | 26 666.68 € | 4 242.00 € |
| | **TOTAL** | **8 432 533.18 €** | **1 220 802.25 €** | **1 052 199.38 €** | **166 055.20 €** |

*Ratio dette par rapport à la population :*

Ce ratio exprime le niveau d'endettement de la collectivité, en euros par habitant

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| En cours de la dette en début d'exercice (01/01) | 8 577 114.42 € | 8 379 995.99 € | 7 374 634.80 € | 6 033 770.80 € | 8 127 518.61 € |
| Population | 35 094 | 35 339 | 35 415 | 35 448 | 35 599 |
| Ratio / habitant | 244.40 € | 237.13 € | 208.23 € | 170.21 € | 228.31 € |

**Ce ratio calculé sur l'encours de la dette au 1er janvier 2022, prend en compte l'emprunt réalisé en 2021.**

**Il est par conséquent fortement en hausse.**

*Ratio niveau d'endettement :*

Le niveau d'endettement exprime le nombre d'années qu'il faudrait à la collectivité pour se désendetter totalement, si elle consacrait l'intégralité de ses recettes de fonctionnement au remboursement de ses emprunts. En moyenne, il est de 0,8 année. Le seuil d'alerte de la comptabilité publique est de 1,6 pour les collectivités > 5 000 habitants.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| En cours de la dette en fin d'exercice (31/12) | 8 568 939.85 € | 7 374 634.80 € | 6 377 905.25 € | 8 127 518.59 € | 9 112 352.21 € |
| Produits réels de fonctionnement | 19 366 676.87 € | 20 958 891.34 € | 21 257 203.56 € | 22 508 846.55 € | 23 566 188.55 € |
| Taux d'endettement (années) | 0.44 | 0.35 | 0.30 | 0.36 | 0.39 |

***Le niveau d'endettement de la communauté de communes mesuré au 31/12 augmente dû à l'emprunt de 2 millions d'euros réalisé en 2022 mais il reste acceptable et permet encore des marges de manœuvres pour le financement de projets futurs grâce à une hausse de nos produits de fonctionnement.***

*Ratio capacité de désendettement :*

La capacité de désendettement exprime le nombre d'années qu'il faudrait à la collectivité pour se désendetter totalement, si elle consacrait l'intégralité de son épargne brute au remboursement de ses emprunts. En moyenne, il est de 5 à 6 années. Le seuil d'alerte de la comptabilité publique est de 12 années.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| En cours de la dette en fin d'exercice (31/12) | 8 568 939.85 € | 7 374 634.80 € | 6 377 905.25 € | 8 127 518.59 € | 9 112 352.21 € |
| Epargne brute | 1 957 631.05 € | 1 629 270.10 € | 1 789 122.99 € | 1 629 666.22 € | 1 440 292.67 € |
| Capacité de désendettement (années) | 4.38 | 4.53 | 3.56 | 4.99 | 6.33 |

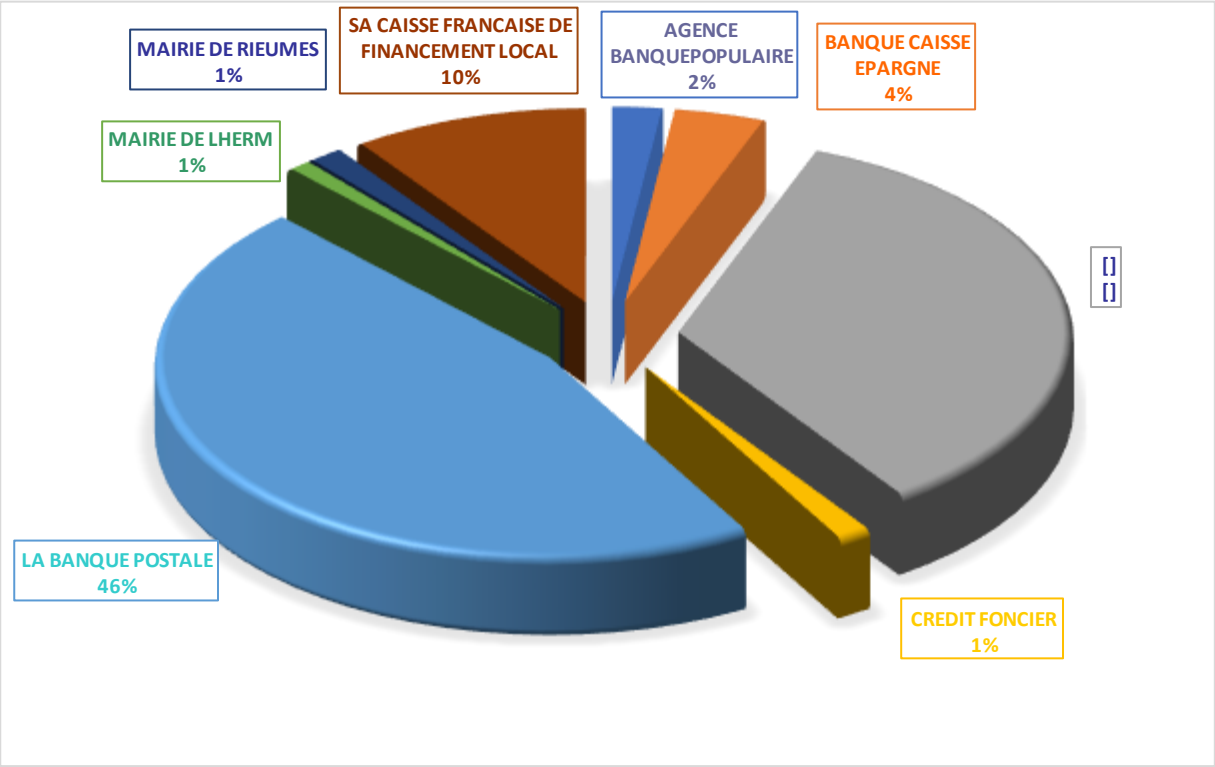
**La capacité de désendettement mesurée au 31/12 se dégrade et dépasse les 6 ans du fait de l'épargne brute qui se dégrade très fortement et également de l'emprunt réalisé.**

Il faut donc continuer à dégager suffisamment d'épargne brute dans les prochaines années pour consolider cette capacité de désendettement et rester en-deçà du seuil d'alerte.

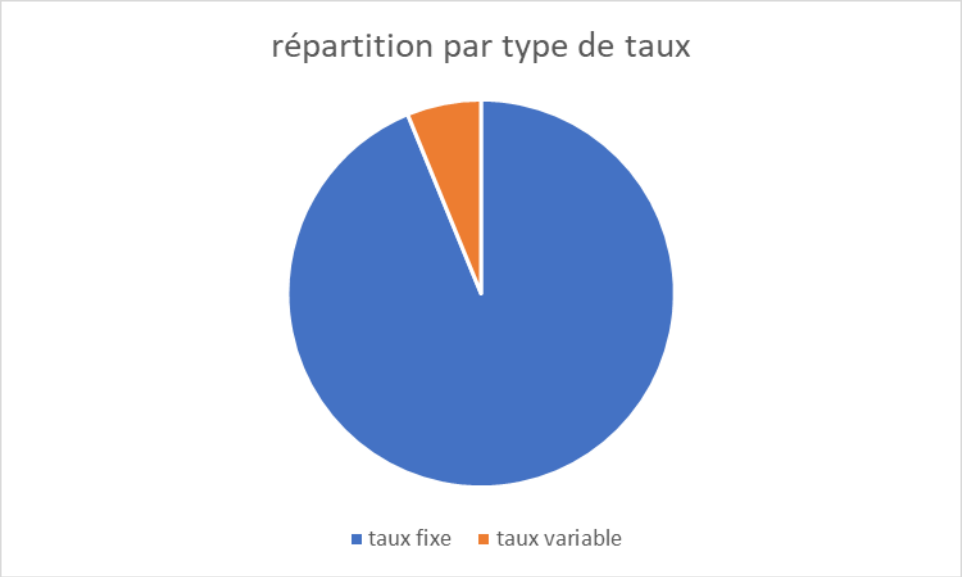
**Répartition de la dette par prêteur**

Les emprunts remboursés aux mairies de Lherm et de Rieumes correspondent aux encours liés à la voirie et aux équipements sportifs.

Les emprunts ont été conservés par les communes et la communauté de communes leur rembourse les annuités correspondantes, en contrepartie ces annuités sont retenues sur leur attribution de compensation.



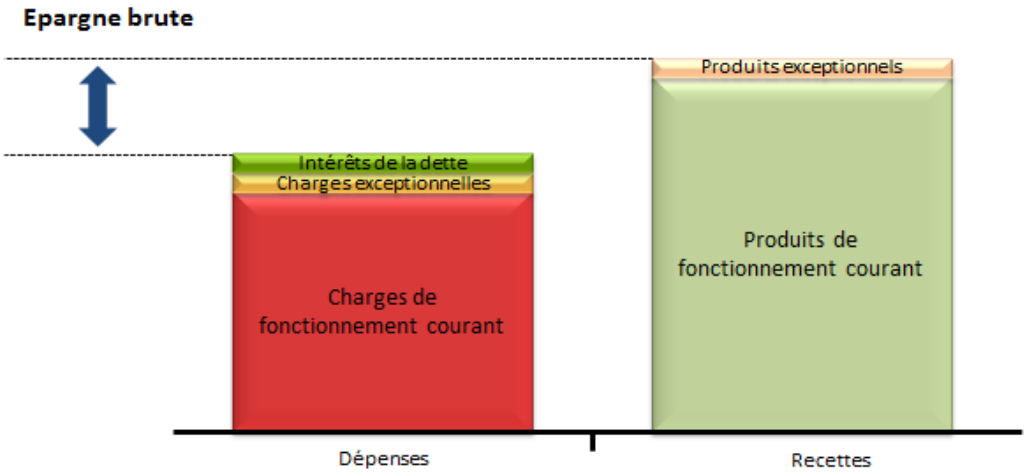

Répartition du capital remboursé par nature de taux



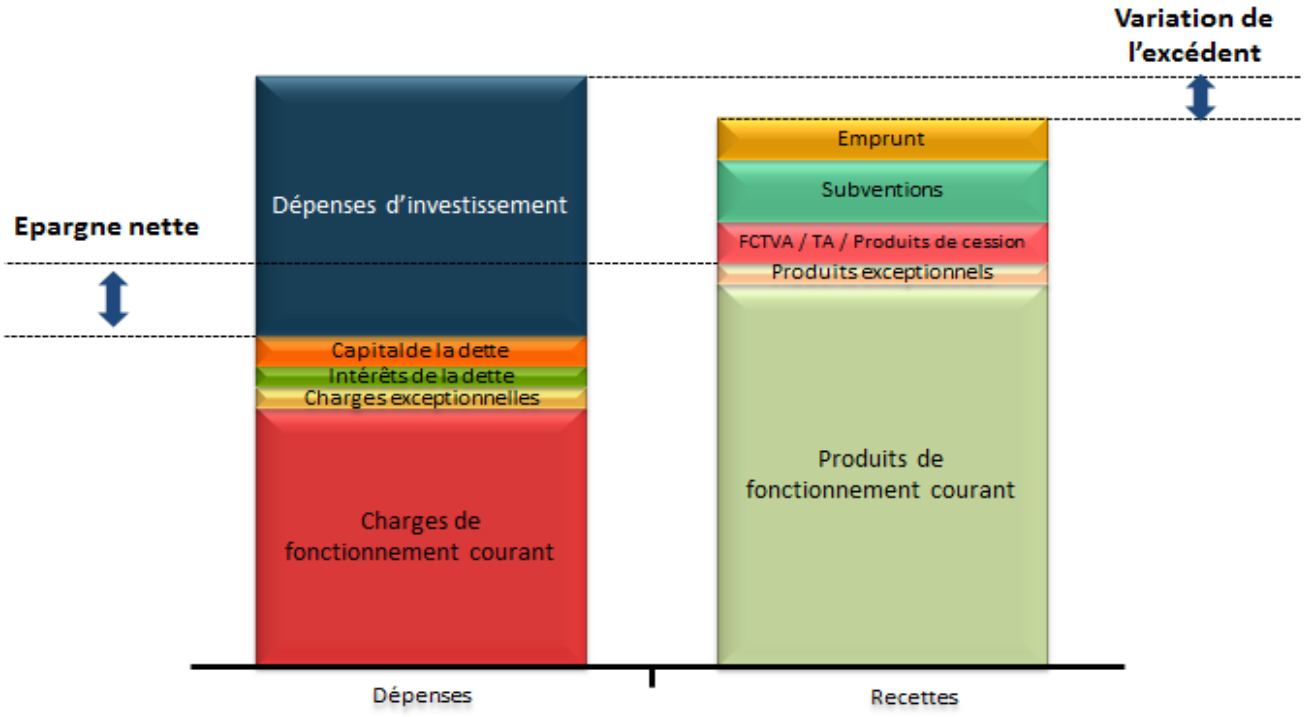
### 1.4. *Equilibre budgétaire*

<u>Le principe d'équilibre budgétaire applicable aux collectivités locales et à leurs établissements publics, posé par la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, se trouve aujourd'hui codifié à l'article L 1612-4 du CGCT.</u>

Selon ce texte, un budget est en équilibre réel lorsque l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice (hors dotations aux amortissements), diminué des intérêts de la dette, dit ***épargne brute***, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.




Une fois les remboursements de dette payés, il reste une ***épargne nette*** destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement.

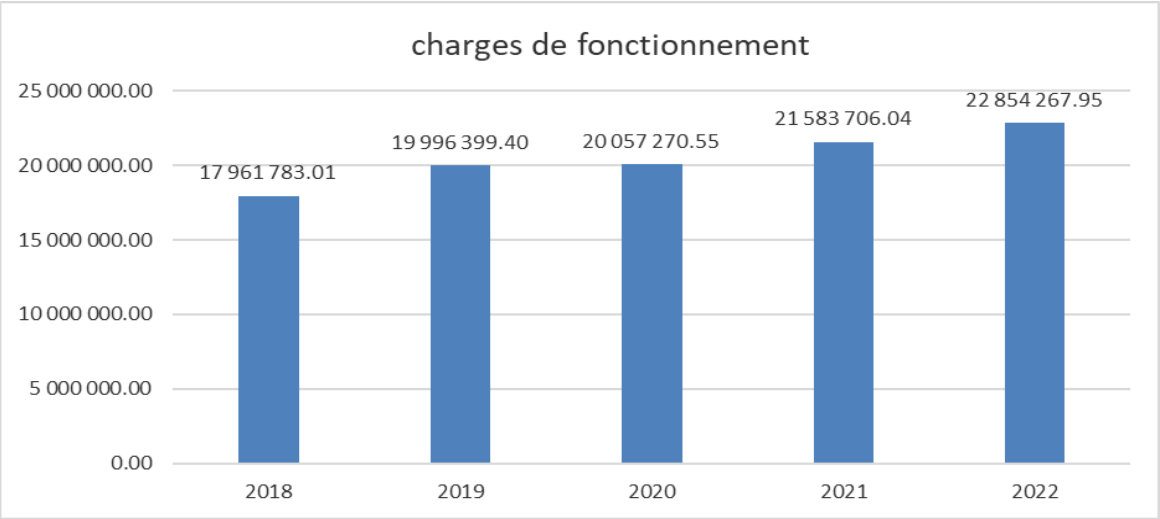


| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Charges réelles de fonctionnement | 17 121 697.49 € | 19 134 199.32 € | 19 294 900.25 € | 20 717 870.07 € | 21 965 686.82 € |
| Produits réels de fonctionnement | 19 366 676.87 € | 20 984 970.39 € | 21 257 203.56 € | 22 508 846.55 € | 23 566 188.55 € |
| Charges exceptionnelles | 173 958.30 € | 403 204.54 € | 5 147.56 € | 0.00 € | 9 229.73 € |
| Produits exceptionnels | 110 992.52 € | 174 447.86 € | 109 010.22 € | 102 035.53 € | 35 549.97 € |
| **EXCEDENT BRUT COURANT** | **2 307 945.16 €** | **2 079 527.75 €** | **1 858 440.65 €** | **1 688 940.95 €** | **1 574 181.49 €** |
| **EPARGNE DE GESTION** | **2 244 979.38 €** | **1 850 771.07 €** | **1 962 303.31 €** | **1 790 976.48 €** | **1 600 501.73 €** |
| Intérêts | 287 348.33 € | 195 421.92 € | 173 180.32 € | 161 310.26 € | 160 209.06 € |
| **EPARGNE BRUTE** | **1 957 631.05 €** | **1 655 349.15 €** | **1 789 122.99 €** | **1 629 666.22 €** | **1 440 292.67 €** |
| Capital | 946 071.07 € | 972 638.02 € | 953 154.01 € | 906 245.71 € | 1 012 618.73 € |
| **EPARGNE NETTE** | **1 011 559.98 €** | **682 711.13 €** | **835 968.98 €** | **723 420.51 €** | **427 673.94 €** |

**En 2022, le montant de l'épargne brute, à l'issue de l'exercice, continue d'être suffisant pour couvrir le remboursement du capital de la dette tout en se dégradant très fortement.**

## 2. Compte administratif 2022

### *2.1. Fonctionnement*




En 2022, le compte administratif augmente de 6% par rapport à 2021.

*Ratio dépenses réelles de fonctionnement par rapport à la population :*

Ce ratio traduit, en euros par habitant, le niveau de service rendu à la population.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Population | 35 094 | 35 339 | 35 415 | 35 448 | 35 599 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 17 121 697.49 € | 19 134 199.32 € | 19 294 900.25 € | 20 717 870.07 € | 21 965 686.82 € |
| Ratio | **487.88 €** | **541.45 €** | **544.82 €** | **584.46 €** | **617.03 €** |

**L'augmentation du service rendu à la population est très net en 2022 (+5.57%) et est à corréler avec l'augmentation des charges de la collectivités (+5.89%).**

*Ratio recettes réelles de fonctionnement par rapport à la population :*

Ce ratio exprime en euros par habitant, le montant des recettes provenant principalement de la fiscalité, des dotations de l'Etat et des charges transférées des communes, dont dispose la collectivité pour financer la gestion des services intercommunaux.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Population | 35 094 | 35 339 | 35 415 | 35 448 | 35 599 |
| Produits réels de fonctionnement | 19 366 676.87 € | 20 984 970.39 € | 21 257 203.56 € | 22 508 846.55 € | 23 566 188.55 € |
| Ratio | **551.85 €** | **593.82 €** | **600.23 €** | **634.98 €** | **661.99 €** |

**Ce ratio augmente de 4.25 % par rapport à 2021 mais il est nettement inférieur au ratio des dépenses de fonctionnement par rapport à la population qui lui a augmenté de +5.57 %.**

❖ **BUDGET PRINCIPAL**

La répartition des dépenses et recettes de fonctionnement en 2022, par chapitre, est la suivante :

*Dépenses fonctionnement*

| Chapitre | Compte | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Evolution 2022/2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **011 - Charges à caractère général** | | **4 897 161.07** | **5 352 711.78** | **5 114 072.57** | **6 602 207.88** | **7 128 088.25** | 8% |
| **012 - Charges de personnel et frais assimilés** | | **6 702 726.96** | **7 839 324.46** | **7 967 587.90** | **8 525 180.65** | **9 358 135.61** | 10% |
| **014 - Atténuations de produits** | | **2 197 335.00** | **2 197 940.00** | **2 357 316.00** | **2 322 902.37** | **2 326 460.00** | 0% |
| **022 - Dépenses imprévues ( fonctionnement )** | | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | 0% |
| **023 - Virement à la section d'investissement** | | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | 0% |
| **042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections** | | **552 737.19** | **666 778.16** | **589 189.98** | **704 525.71** | **728 372.07** | 3% |
| **65 - Autres charges de gestion courante** | | **3 145 516.16** | **3 341 229.20** | **3 830 776.22** | **3 258 627.78** | **3 133 773.23** | -4% |
| **66 - Charges financières** | | **287 348.33** | **195 421.92** | **173 180.32** | **161 310.26** | **160 209.06** | -1% |
| **67 - Charges exceptionnelles** | | **173 958.30** | **403 204.55** | **5 147.56** | **3 951.39** | **9 229.73** | 134% |
| **68 - Dotations aux amortissements et aux provisions** | | **5 000.00** | **0.00** | **20 000.00** | **5 000.00** | **10 000.00** | 100% |
| **total dépenses fonctionnement** | | **17 961 783.01** | **19 996 610.07** | **20 057 270.55** | **21 583 706.04** | **22 854 267.95** | **5.89%** |

Le compte administratif 2022 est en augmentation par rapport à 2021 de 5.89%.

Cette augmentation s'explique par plusieurs raisons :

- **<u>Concernant le chapitre 011 (charges générales)</u>** :
  - → Transfert de paiement du contrat de la DSP de la petite enfance du chapitre 65 vers le chapitre 011 en année pleine par rapport à 2021 et une augmentation du montant global de la DSP (+ 322 000 €)
  - → Entretien de la voirie pour 912 000 € (soit 66 000 € de plus qu'en 2021 et + 190 000 € entre 2020 et 2022)
  - → Charges d'entretien des locaux dues au COVID plus importantes (+ 65 000 € par rapport à 2021)
  - → Coût de traitement et de transport des déchets en augmentation (+ 130 000 €)
  - → Augmentation des coûts de l'électricité + 39% (soit 64 000 €)
  - → Augmentation des coûts du carburant +14 % (soit 36 000 €)

→ Augmentation des assurances et contentieux
→ Augmentation du coût des matériaux

Entre janvier et octobre 2022, la CAPEB, rapporte une hausse moyenne des coûts des matériaux de 26%. Cette augmentation a été particulièrement visible en investissement lors de l'acquisition des conteneurs, colonnes pour le passage à la tarification incitative, ainsi que pour l'acquisition des composteurs (application de la théorie de l'imprévision) mais aussi pour tous les travaux réalisés en fonctionnement.

| Compte | 2020 | 2021 | 2022 | Evolution 2022/2021 |
|---|---|---|---|---|
| 60612 – Énergie - Électricité | 165 352,90 | 163 370,45 | 227 007,44 | + 38,95% |
| 60621 - Combustibles | 24 565,25 | 25 136,49 | 35 057,67 | + 39,47% |
| 60622 - Carburants | 228 341,69 | 247 547,61 | 283 629,66 | + 14,58% |
| 611 – Contrats de prestation de service | 2 305 049,93 | 3 430 392,35 | 3 888 211,45 | + 13,35% |
| 615221 – Entretien et réparation bâtiments publics | 15 996,40 | 29 035,66 | 61 150,76 | + 110,61% |
| 6227 – Frais d'actes et contentieux | 99,00 | 232,00 | 17 506,56 | + 7 445,93% |
| 6161 - Assurances | 59 345,47 | 51 783,67 | 70 388,06 | + 35,93% |
| **TOTAL** | **2 798 750,64** | **3 947 498,23** | **4 582 951,62** | **+ 16,10%** |

- **Concernant le chapitre 012 : augmentation de 9.77% :**
  → 400 000€ de remboursement des mises à disposition rattrapé pour des communes qui n'avaient pas demandé le remboursement depuis 4 ans.
  → 456 000 € d'augmentation du point d'indice de +3.5 % en juillet 2022 + réforme des catégories B et C

- **Concernant le chapitre 65 (autres charges de gestion courantes)** :
  → Baisse du chapitre global due au transfert en année pleine de la charge de la DSP sur le chapitre 011
  → Hausse de la subvention versée au budget OTI de 128 000 € pour financer ses investissements et transfert du budget principal vers budget annexe OTI de l'agent dédié à l'entretien des sentiers de randonnée.

## *Recettes fonctionnement*

On constate sur 2022 une augmentation des recettes globales de +5%.

L'augmentation des recettes porte essentiellement sur le chapitre 73 et l'augmentation conséquente de la fraction de TVA ainsi que la recette de la TEOM.

| | Réalisé 2018 | Réalisé 2019 | Réalisé 2020 | Réalisé 2021 | Réalisé 2022 | Evolution 2022/2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent | 4 751 617.89 | 5 555 401.78 | 5 070 768.87 | 3 494 838.64 | 4 035 207.75 | |
| 013 - Atténuations de charges | 43 858.12 | 148 848.55 | 72 216.95 | 392 989.48 | 330 368.67 | -16% |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 22 561.12 | 27 501.35 | 41 814.90 | 17 019.15 | 9 165.45 | -46% |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes dive | 1 094 401.51 | 1 117 502.00 | 986 109.78 | 1 277 424.29 | 1 069 562.15 | -16% |
| 73 - Impôts et taxes | 14 740 566.00 | 15 383 817.00 | 15 424 188.00 | 15 340 976.00 | 16 220 013.00 | 6% |
| 74 - Dotations, subventions et participations | 3 300 765.14 | 4 153 111.66 | 4 544 099.54 | 5 321 897.01 | 5 862 489.21 | 10% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 74 933.64 | 5 243.93 | 98 788.51 | 34 187.53 | 35 787.93 | 5% |
| 76 - Produits financiers | | | | | 3 433.18 | |
| 77 - Produits exceptionnels | 110 992.52 | 174 447.86 | 109 010.22 | 102 035.53 | 35 549.97 | -65% |
| 78 - Reprises sur amortissements et provisions | 1 074.02 | 1 999.04 | 22 790.56 | 39 336.71 | 12 417.62 | -68% |
| Total recettes fonctionnement hors excédent | 19 389 152.07 | 21 012 471.39 | 21 299 018.46 | 22 525 865.70 | 23 578 787.18 | 4.67% |

## COMPTE ADMINISTRATIF AGRÉGÉ (Budget principal + budgets annexes PDR, SAAD et ZA)

La présentation agrégée est la somme du budget principal et de tous les budgets annexes, en intégrant aussi les excédents et les déficits de chaque budget.

### Dépenses de fonctionnement

| | CA 2020 AGRÉGÉ | CA 2021 AGRÉGÉ | CA 2022 AGRÉGÉ | Evolution N/N-1 |
|---|---|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (déficit) | 1 165 322.99 | 1 129 006.72 | 1 128 920.96 | 0% |
| 011 - Charges à caractère général | 5 506 848.99 | 7 059 630.62 | 7 671 817.22 | 9% |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 9 070 720.08 | 9 784 949.89 | 10 587 966.48 | 8% |
| 014 - Atténuations de produits | 2 357 316.00 | 2 322 902.37 | 2 326 460.00 | 0% |
| 022 - Dépenses imprévues (fonctionnement) | | 0.00 | 0.00 | |
| 023 - Virement à la section d'investissement | | 0.00 | 0.00 | |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 991 163.57 | 730 384.66 | 731 338.20 | 0% |
| 043 - Opérat° d'ordre à l'intérieur de la section de fonct | 5319.33 | 4 825.56 | 4 242.00 | -12% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 3 830 976.22 | 3 260 831.75 | 3 177 585.17 | -3% |
| 66 - Charges financières | 182 362.22 | 169 503.88 | 167 397.75 | -1% |
| 67 - Charges exceptionnelles | 77 647.56 | 3 958.47 | 9 236.40 | 133% |
| 68 - Dotations aux amortissements et aux provisions | 20 000.00 | 5 500.00 | 10 500.00 | 91% |
| total dépenses fonctionnement | 23 207 676.96 | 24 471 493.92 | 25 815 464.18 | 5% |

L'augmentation des charges agrégées entre 2021 et 2022 est de 5% en intégrant les déficits des budgets des Zones d'Activités et se corrèle avec l'augmentation des charges du budget principal comme en entre 2020 et 2021.

**Recettes de fonctionnement**

| | CA 2020 AGRÉGÉ | CA 2021 AGRÉGÉ | CA 2022 AGRÉGÉ |
|---|---|---|---|
| **002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent)** | **5 115 334.64** | **3 566 177.18** | **4 085 865.68** |
| **013 - Atténuations de charges** | **76 200.53** | **408 318.15** | **362 280.07** |
| **042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **278 557.84** | **53 864.34** | **878 797.26** |
| **043 - Opérat° d'ordre à l'intérieur de la section de fonct** | **5 319.33** | **4 825.56** | **4 242.00** |
| **70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses** | **1 460 394.44** | **1 622 017.44** | **1 692 140.94** |
| **73 - Impôts et taxes** | **15 706 254.60** | **15 340 976.00** | **16 771 367.22** |
| **74 - Dotations, subventions et participations** | **5 503 225.60** | **6 608 580.46** | **6 453 070.75** |
| **75 - Autres produits de gestion courante** | **182 707.27** | **126 360.02** | **127 531.48** |
| **76 - produits financiers** | | | **3 433.18** |
| **77 - Produits exceptionnels** | **109 019.86** | **102 089.72** | **338 586.53** |
| **78 - Reprises sur amortissements et provisions** | **22 790.56** | **39 336.71** | **12 417.62** |
| **Total recettes fonctionnement** | **28 459 804.67** | **27 872 545.58** | **30 729 732.73** |

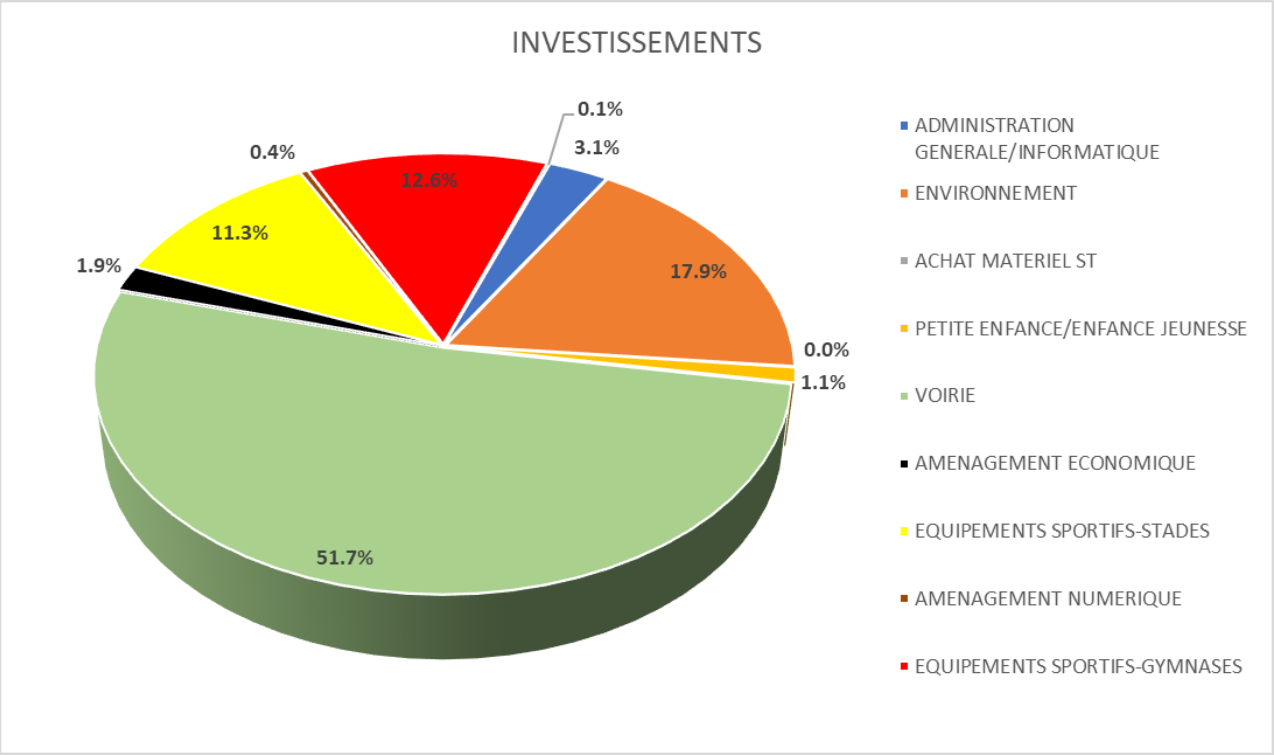
### *2.2. Investissement*

| Objet | BUDGET 2022 | Restes à réaliser 2022 | RÉALISÉ 2022 |
|---|---|---|---|
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 0.00 | | 0.00 |
| 020 - Dépenses imprévues ( investissement ) | 60 099.35 | | 0.00 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 9 165.45 | | 9 165.45 |
| 041 - opérations patrimoniales | 11 000.00 | | 11 000.00 |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 0.00 | | 0.00 |
| 13 - Subventions d'investissement | 52 888.85 | | 52 888.50 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 1 015 166.38 | | 1 012 618.73 |
| 20 - Immobilisations incorporelles | 89 229.31 | | 31 929.31 |
| 204 - Subventions d'équipement versées | 771 093.55 | 465 427.91 | 221 813.24 |
| 21 - Immobilisations corporelles | 7 208 063.38 | 1 221 177.64 | 5 359 634.48 |
| 23 - Immobilisations en cours | 1 149 493.50 | 96 508.90 | 473 927.66 |
| **TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT** | **10 366 199.77** | **1 783 114.45** | **7 172 977.37** |

| Objet | BUDGET 2022 | Restes à réaliser 2022 | RÉALISÉ 2022 |
|---|---|---|---|
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 484 079.10 | | 0.00 |
| 021 - Virement de la section de fonctionnement | 1 371 212.16 | | 0.00 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 804 471.43 | | 728 372.07 |
| 041 - opérations patrimoniales | 11 000.00 | | 11 000.00 |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 1 751 504.93 | | 788 573.70 |
| 13 - Subventions d'investissement | 2 936 505.39 | 1 760 944.44 | 1 853 922.54 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 3 007 426.76 | | 2 000 000.00 |
| 20 - Immobilisations incorporelles | 0.00 | | 0.00 |
| 23 - Immobilisations en cours | 0.00 | | 0.00 |
| **TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT** | **10 366 199.77** | **1 760 944.44** | **5 381 868.31** |

**Répartition des investissements**

| | |
|---|---|
| ADMINISTRATION GENERALE/INFORMATIQUE | 188 484.88 |
| ENVIRONNEMENT | 1 089 416.45 |
| ACHAT MATERIEL ST | 2 482.98 |
| PETITE ENFANCE/ENFANCE JEUNESSE | 65 153.05 |
| VOIRIE | 3 145 368.25 |
| AMENAGEMENT ECONOMIQUE | 113 736.53 |
| EQUIPEMENTS SPORTIFS-STADES | 686 463.40 |
| AMENAGEMENT NUMERIQUE | 22 347.00 |
| EQUIPEMENTS SPORTIFS-GYMNASES | 766 595.10 |
| ACTION SOCIALE | 7 257.05 |
| **TOTAL** | **6 087 304.69** |




*Effort d'équipement par rapport à la population :*

Ce ratio traduit, en euros par habitant, la part d'investissement réalisée.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Population | 35 094 | 35 339 | 35 415 | 35 448 | 35 599 |
| Dépenses réelles d'investissement | 4 186 345.12 € | 3 233 239.10 € | 8 022 551.70 € | 6 489 819.74 € | 7 172 977.37 € |
| Ratio | **119.29 €** | **91.49 €** | **226.53 €** | **183.08 €** | **201.49 €** |

*Ratio dépenses réelles totales (fonctionnement et investissement) par rapport à la population :*

Ce ratio traduit, en euros par habitant, le niveau de service rendu à la population toutes dépenses comprises.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Population | 35 094 | 35 339 | 35 415 | 35 448 | 35 599 |
| Dépenses réelles totales | 21 308 042.61 € | 22 367 438.42 € | 27 317 451.95 € | 27 207 689.81 € | 29 138 664.19 € |
| Ratio | **607.17 €** | **632.94 €** | **771.35 €** | **767.54 €** | **818.52 €** |

***Depuis 2018, le niveau de service rendu ne cesse d'augmenter ce qui traduit une politique ambitieuse tant en termes d'investissement qu'en termes de fonctionnement courant des services à la population.***

***Le niveau de service rendu à la population à augmenter de 38% sur la période 2018/2022.***

### *2.3. Zoom sur les dépenses de personnel Budget Principal*

L'article L2312-1 du CGCT prévoit que le rapport sur les orientations budgétaires pour les communes de plus de 20 000 habitants (par extension à cet article les EPCI) comporte des données sur la structure des effectifs, les dépenses de personnel comportant des éléments sur la rémunération (traitements indiciaires, NBI, heures supplémentaires rémunérées, avantages en nature), la durée effective du travail.

*Ratio des charges de personnel en fonction des dépenses réelles de fonctionnement (budget principal) :*

Ce ratio exprime en pourcentage des dépenses réelles de fonctionnement, la part des frais de personnel.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses de personnel | 6 702 726.96 € | 7 839 324.46 € | 7 967 587.90 € | 8 525 180.65 € | 9 358 135.61 € |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 17 121 697.49 € | 19 134 199.32 € | 19 294 900.25 € | 20 717 870.07 € | 21 965 686.82 € |
| Ratio (%) | **39.15%** | **40.97%** | **41.29%** | **41.15%** | **42.60%** |

***Au regard de l'augmentation des dépenses de fonctionnement, les charges de personnel augmentent dans une moindre mesure, le ratio est stable.***

## ANALYSE DES EFFECTIFS ET DE LA MASSE SALARIALE POUR 2022

Comme pour toutes les collectivités, les charges de personnel constituent un poste important de dépenses. La maîtrise de leur évolution constitue donc un enjeu majeur.

**CONTEXTE - BILAN**

### 2.3.1. Evolution des effectifs par catégorie et par statut

Malgré l'augmentation des charges liée aux réformes des grilles indiciaires des catégories B et C au 1er janvier 2022, à l'augmentation du point d'indice au 1er juillet 2022 ou par des choix stratégiques de la communauté de communes (création service emploi, extension France Services), et grâce à l'investissement, réalisé depuis plusieurs années, tant par les élus que par les agents, afin de trouver des

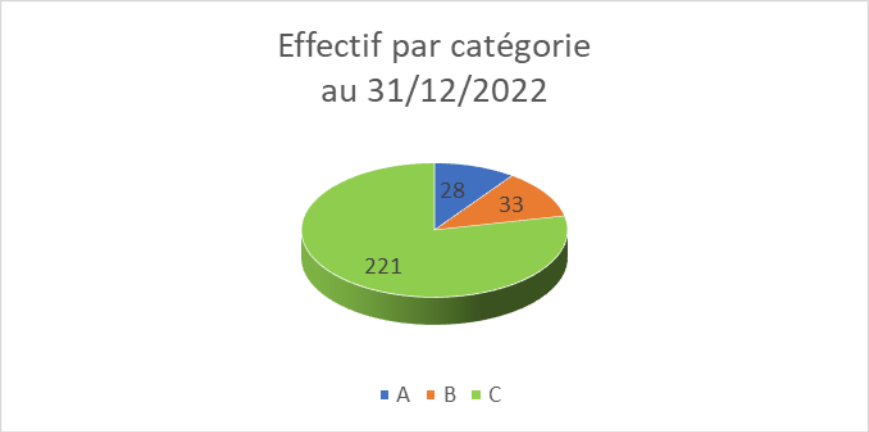
pistes d'économie sans altérer la qualité des services rendus à la population, nous pouvons constater une relative stabilité de la masse salariale de la collectivité.

### 2.3.2. Evolution des effectifs permanents pourvus par statut (au 31.12 de chaque année)

| Exercices | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| Fonctionnaire (titulaires et stagiaires) | 216 | 212 | 228 |
| *Variation* | *+ 22* | *-4* | *+16* |
| Agents contractuels | 63 | 69 | 54 |
| *Variation* | *-25* | *+6* | *-15* |
| **TOTAL** | **279** | **281** | **282** |
| **VARIATION** | **-3** | **-2** | **+1** |

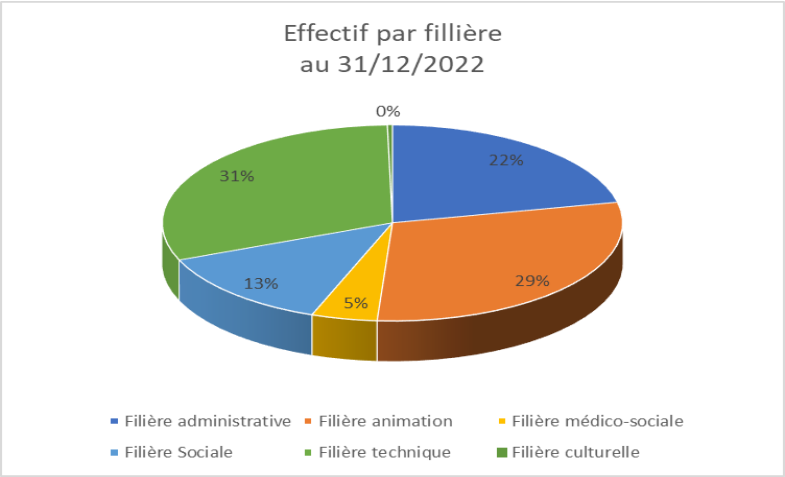
### 2.3.3. Evolution des effectifs permanents pourvus par catégorie hiérarchique

| Exercices | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| Cat. A | 23 | 28 | 28 |
| Cat. B | 31 | 29 | 33 |
| Cat. C | 225 | 224 | 221 |
| **TOTAL** | **279** | **281** | **282** |
| **VARIATION** | **-3** | **-2** | **+1** |



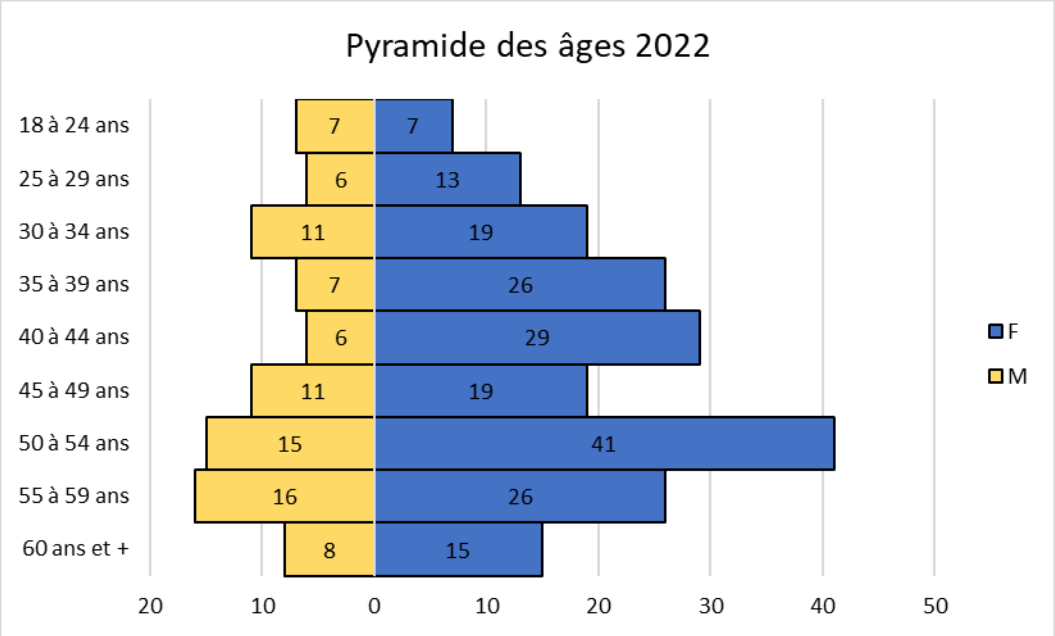

### 2.3.4. Evolution des effectifs permanents pourvus par filières

| Exercices | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| Filière Administrative | 55 | 53 | 61 |
| Filière Technique | 89 | 90 | 87 |
| Filière Sociale | 36 | 42 | 37 |
| Filière Animation | 84 | 81 | 83 |
| Filière Culturelle | 1 | 1 | 1 |
| Filière Médico-sociale | 14 | 14 | 13 |
| **TOTAL** | **279** | **281** | **282** |
| **VARIATION** | **-3** | **+2** | **+1** |




### 2.3.5. La structure des effectifs en 2022

- Les agents stagiaires et titulaires représentent environ 81% des effectifs
- Les agents à temps complet représentent 71 % des effectifs
- Les agents de catégorie C représentent 78 % des effectifs, ceux de catégorie B 12 % et ceux de catégorie A 10 %
- Le taux de féminisation de la Communauté est en accord avec le taux national dans la Fonction Publique Territoriale : les femmes représentent environ 69 % des effectifs.




À l'image de la population française, le vieillissement des effectifs au sein de la communauté de communes se poursuit. L'âge moyen des agents est de de 44 ans. La part des « 50 ans et plus » représente presque la moitié des effectifs (42 % pour les femmes et 44% pour les hommes). Afin d'anticiper les départs à la retraite, une analyse de l'organisation et la répartition du travail dans la collectivité est menée pour mettre en place des dispositifs adaptés pour assurer la continuité des missions exercées. En effet, la

transmission des savoirs du personnel expérimenté partant à la retraite vers le nouvel arrivant permet de conserver dans l'organisation les compétences essentielles à un service public de qualité.

| | 2020 | 2021 | 2022 | Prévision 2023 |
|---|---|---|---|---|
| Départs à la retraite | 2 | 2 | 5 | 10 |

Le vieillissement démographique a des conséquences économiques importantes, mais également **en matière de santé, d'emploi et d'organisation de la vie professionnelle**.

### 2.3.6. La gestion contenue de la masse salariale

**Evolution des charges de personnel (Rémunérations + charges, hors recettes)**

| Exercices | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| Réalisé (administratif) | 7 967 587.90 € | 8 525 180.65 | 9 358 135.61 |
| **VARIATION** | **1.64%** | **7%** | **8.9%** |

L'augmentation du compte administratif est essentiellement dû à la mise en œuvre de la redevance incitative, au recrutement de 3 chargés de mission (VTA, numérique et Petites villes de demain) pour lesquels des recettes équivalentes ont été perçues et aux réformes étatiques (réforme de grilles C et B et augmentation du point d'indice).

| | |
|---|---|
| **Réforme de la catégorie B + effet report réforme de la catégorie C + Augmentation du point d'indice** | **296 000,00 €**<br><br>**319 000,00 € (année pleine)** |

**Des avantages en nature encadrés :**

- Participation aux repas des agents : chèques déjeuner d'une valeur de 8 euros, pris en charge à 50% par la communauté de communes, soit une participation estimée pour l'année 2022 à 152 094 euros
- Participation à la mutuelle et prévoyance des agents à hauteur de 16 743 euros en 2022
- Contractualisation d'une assurance statutaire CNP à hauteur de 187 169.17 euros en 2022
- Participation à hauteur de 49 668 euros par an à l'amicale du personnel (adhésion également au CNAS) en 2022

**Evolution depuis l'application du jour de carence**

Le jour de carence est rendu applicable par l'article 115 de la loi de finances pour 2018 (loi n° 2017-1837 du 30.12.2017). Depuis le 1er janvier 2018, la rémunération des fonctionnaires et agents contractuels de droit public n'est plus maintenue, lors du premier jour de congé de maladie ordinaire.

| Exercices | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|
| Titulaires – Nombre de jours | 116 | 152 | 152 |
| Non titulaires – Nombre de jours | 35 | 81 | 68 |
| **TOTAL JOURS** | **151** | **233** | **220** |
| **TOTAL IMPACT BUDGETAIRE** | **8 318 €** | **10 715 €** | **10 715 €** |

❖ **BUDGET ANNEXE SERVICE D'AIDE A DOMICILE**

| Chapitre | BP 2022 | REALISE 2022 |
|---|---|---|
| 011 - Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 37 827.18 | 25 046.27 |
| 012 - Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel | 1 109 092.50 | 900 280.24 |
| 016 - Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure | 69 396.00 | 35 784.23 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **1 216 315.68** | **961 110.74** |
| 002 - Résultat d'exécution de la section d'exploitation reporté | 78.41 | 78.41 |
| 017 - Groupe 1 : Produits de la tarification | 647 500.00 | 551 159.98 |
| 018 - Groupe 2 : Autres produits relatifs à l'exploitation | 568 737.27 | 408 889.02 |
| 019 - Groupe 3 : Produits financiers et produits non encaissables | 0.00 | 983.33 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **1 216 315.68** | **961 110.74** |
| | | |
| 21 - Immobilisations corporelles | 1 500.00 | 0.00 |
| **Total Dépenses investissement** | **1 500.00** | **0.00** |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 930.96 | 930.96 |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 115.04 | 0.00 |
| 28 - Amortissements des immobilisations | 454.00 | 454.00 |
| 49 - Dépréciation des comptes de tiers | 0.00 | 400.00 |
| **Total Recettes investissement** | **1 500.00** | **1 784.96** |

Le budget annexe s'équilibre avec le versement d'une subvention du budget principal de 192 010.51 € en 2022.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Subvention d'équilibre | 94 943.33 | 130 657.81 | 58 954.41 | 118 038.62 | 203 635.23 | 192 010.51 |

L'évolution depuis 2017 de la subvention d'équilibre du budget principal vers le budget service d'aide à domicile est variable en fonction des années. L'année 2019 très basse est due à de mauvaises ventilations des agents qui ont été imputées au budget principal. Cependant après une forte hausse en 2021, la subvention d'équilibre commence à se stabiliser, voir à diminuer, du fait d'une meilleur maîtrise des dépenses sur ce budget.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|
| Bénéficiaires | 2 166 | 1 979 | 2 212 | 2 199 |
| Heures d'intervention | 36 380.50 | 32 613.65 | 36 761.26 | 33 199.15 |
| Moyenne intervenants | 32.33 | 30.5 | 32.42 | 27.83 |
| Coût heure du service | 24.03 | 28.44 | 27.40 | 28.95 |

Ce budget est croissant en termes de charges dues au nombre de bénéficiaires qui progresse de 2% entre 2019 et 2021, alors que le coût de l'heure du service progresse de 14%. Cela s'explique par une meilleure ventilation des charges de personnels depuis 2021 qui sont bien affectées au budget annexe et à des régularisations de charges de personnels qui sont intervenues en 2021.

❖ **BUDGET ANNEXE PORTAGE DE REPAS**

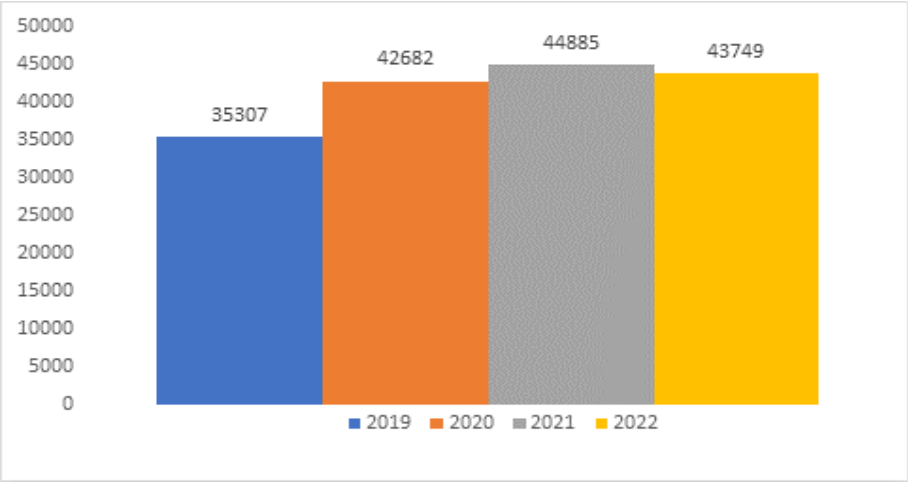
| Chapitre | BP 2022 | REALISE 2022 |
|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 3.79 | 3.79 |
| 011 - Charges à caractère général | 367 850.00 | 324 150.62 |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 48 863.00 | 46 982.87 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 1 107.00 | 55.88 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 1 010.00 | 6.67 |
| 68 - Dotations aux amortissements et aux provisions | 500.00 | 500.00 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **419 333.79** | **371 699.83** |
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 0.00 | 0.00 |
| 013 - Atténuations de charges | 0.00 | 100.00 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 310 000.00 | 279 984.20 |
| 74 - Dotations, subventions et participations | 109 333.79 | 0.00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 0.00 | 91 548.93 |
| 77 - Produits exceptionnels | 0.00 | 66.70 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **419 333.79** | **371 699.83** |

Le budget annexe s'équilibre avec le versement d'une subvention du budget principal de **91 548.93 €.**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Subvention d'équilibre PDR | 4 387.34 | 44 144.94 | 66 105.04 | 83 904.96 | 92 051.67 | 91 548.93 |
| Evolution N-1/N | | 906% | 49% | 27% | 10% | -1% |

L'évolution de la subvention d'équilibre est croissante depuis 2017 mais a tendance à se stabiliser en 2021 et baisse légèrement en 2022.

Nombre de repas distribué



❖ **BUDGET ANNEXE PHOTOVOLTAIQUE**

| Chapitre | BP 2022 | REALISE 2022 |
|---|---|---|
| 011 - Charges à caractère général | 14 000.00 | 4 145.88 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 26 306.95 | 26 306.95 |
| 66 - Charges financières | 3 191.58 | 2 991.58 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 47 685.46 | 0.00 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **91 183.99** | **33 444.41** |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit) | 29 181.73 | |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 6 997.26 | 6 997.26 |
| 70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | 55 000.00 | 34 565.13 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 5.00 | 0.00 |
| 77 - Produits exceptionnels | 0.00 | 36.81 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **91 183.99** | **41 599.20** |
| | | |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 6 997.26 | 6 997.26 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 12 963.97 | 12 913.97 |
| 21 - Immobilisations corporelles | 30 877.43 | 0.00 |
| **Total Dépenses investissement** | **50 838.66** | **19 911.23** |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 24 531.71 | |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 26 306.95 | 26 306.95 |
| **Total Recettes investissement** | **50 838.66** | **26 306.95** |

❖ **BUDGET ANNEXE ZA BOURGAIL BERAT**

| Chapitre | BP 2022 | REALISE 2022 |
|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 0.17 | |
| 011 - Charges à caractère général | 22 000.00 | 0.00 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 225 848.46 | 0.00 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **247 848.63** | **0.00** |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 134 924.23 | 0.00 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 106 488.00 | 0.00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 6 436.40 | 0.00 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **247 848.63** | **0.00** |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 90 924.23 | |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 134 924.23 | 0.00 |
| **Total Dépenses investissement** | **225 848.46** | **0.00** |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 225 848.46 | 0.00 |
| **Total Recettes investissement** | **225 848.46** | **0.00** |

❖ **BUDGET ANNEXE ZA BOUSSENS**

| Chapitre | BP 2022 | REALISE 2022 |
|---|---|---|
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 264 023.97 | 0.00 |
| **Total Dépenses investissement** | **264 023.97** | **0.00** |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 264 023.97 | 0.00 |
| **Total Recettes investissement** | **264 023.97** | **0.00** |

❖ **BUDGET ANNEXE ZA DESCAILLAUX**

| Chapitre | BP 2022 | REALISE 2022 |
|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 1 067 351.30 | |
| 011 - Charges à caractère général | 60 100.00 | 31 976.60 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 610 070.08 | 163 928.90 |
| 043 - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement | 4 242.00 | 4 242.00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 244 058.55 | 0.00 |
| 66 - Charges financières | 4 197.11 | 4 197.11 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **1 990 019.04** | **204 344.61** |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 069 377.04 | 736 218.60 |
| 043 - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement | 4 242.00 | 4 242.00 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 314 653.00 | 112 474.00 |
| 77 - Produits exceptionnels | 601 747.00 | 601 741.00 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **1 990 019.04** | **1 454 675.60** |
| | | |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 069 377.04 | 736 218.60 |
| 13 - Subventions d'investissement | 601 741.00 | 601 741.00 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 26 666.68 | 26 666.68 |
| **Total Dépenses investissement** | **1 697 784.72** | **1 364 626.28** |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 1 032 811.30 | |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 610 070.08 | 163 928.90 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 54 903.34 | 0.00 |
| **Total Recettes investissement** | **1 697 784.72** | **163 928.90** |

❖ **BUDGET ANNEXE ZA LHERM**

| Chapitre | BP 2022 | REALISE 2022 |
|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 61 565.19 | |
| 011 - Charges à caractère général | 736 000.00 | 126 415.95 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 472 000.00 | 0.00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 10.00 | 0.00 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **2 269 575.19** | **126 415.95** |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 472 000.00 | 126 415.95 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 397 800.00 | 0.00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 399 775.19 | 0.00 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **2 269 575.19** | **126 415.95** |

| | | |
|---|---|---|
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 472 000.00 | 126 415.95 |
| **Total Dépenses investissement** | **1 472 000.00** | **126 415.95** |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 472 000.00 | 0.00 |
| **Total Recettes investissement** | **1 472 000.00** | **0.00** |

❖ **BUDGET ANNEXE ZA MARTRES TOLOSANE**

| Chapitre | **BP 2022** | **REALISE 2022** |
|---|---|---|
| 011 - Charges à caractère général | 15 000.00 | 0.00 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 273 709.04 | 0.00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 10.00 | 0.00 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **288 719.04** | **0.00** |
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 4 035.03 | |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 151 854.52 | 0.00 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 132 162.00 | 0.00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 667.49 | 0.00 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **288 719.04** | **0.00** |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 121 854.52 | |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 151 854.52 | 0.00 |
| **Total Dépenses investissement** | **273 709.04** | **0.00** |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 273 709.04 | 0.00 |
| **Total Recettes investissement** | **273 709.04** | **0.00** |

❖ **BUDGET ANNEXE ZA SAINTE FOY DE PEYROLIERES**

| Chapitre | **BP 2022** | **REALISE 2022** |
|---|---|---|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 0.68 | |
| 011 - Charges à caractère général | 130 000.00 | 0.00 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 306 747.16 | 0.00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 5.00 | 0.00 |
| **Total Dépenses fonctionnement** | **436 752.84** | **0.00** |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 283 373.58 | 0.00 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 153 374.00 | 0.00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 5.26 | 0.00 |
| **Total Recettes fonctionnement** | **436 752.84** | **0.00** |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 23 373.58 | 0.00 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 283 373.58 | 0.00 |
| **Total Dépenses investissement** | **306 747.16** | **0.00** |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 306 747.16 | 0.00 |
| **Total Recettes investissement** | **306 747.16** | **0.00** |

# II. EXERCICE 2023

❖ **BUDGET PRINCIPAL**

### *2.1. Les dépenses de fonctionnement*

***Le budget est présenté consolidé avec le budget annexe déchets ménagers***

| Chap | Objet | BUDGET 2021 | BUDGET 2022 | BUDGET 2023 | Evolution 2023/2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 7 301 100.34 | 7 862 709.06 | 7 946 676.00 | 1.07% |
| 012 | Charges de personnel | 9 053 029.82 | 9 659 211.13 | 9 825 600.00 | 1.72% |
| 014 | Atténuations de produits | 2 358 323.00 | 2 348 087.00 | 2 348 087.00 | 0.00% |
| 65 | Autres charges de gestion courantes | 3 503 520.35 | 3 619 211.03 | 3 150 320.00 | -12.96% |
| 66 | Charges financières | 163 698.47 | 168 547.32 | 200 000.00 | 18.66% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 60 000.00 | 37 991.00 | 117 000.00 | 207.97% |
| 68 | Dotations aux provisions | 10 000.00 | 10 000.00 | 30 000.00 | 200.00% |
| 042 | Dotations aux amortissements | 714 950.54 | 804 471.43 | 1 014 869.00 | 26.15% |
| 022 | Dépenses imprévues | 736 446.33 | 100 000.00 | 100 000.00 | 0.00% |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 372 400.00 | 1 371 212.16 | 1 044 079.40 | -23.86% |
| | TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT | **24 273 468.85** | **25 981 440.13** | **25 776 631.40** | **-0.79%** |

La tendance pour 2023 est à une diminution des dépenses de fonctionnement par rapport à 2022 (-0.79%) :

- ✓ Les charges générales (+ 1.07 %), dû au report des charges de 2022 (439 000€), à une augmentation globale des charges notamment sur l'énergie. Sans le report, elles sont en diminution de 4.39%.
- ✓ Les charges de personnel : + 1.72%
- ✓ Les autres charges de gestion courantes : en diminution de 13%, car en 2022 il y avait les restes à réaliser de la DSP qui au cours de l'année ont été payées au 611. De plus les subventions versées au titre des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les partenaires de l'enfance-jeunesse et de l'action sociale sont en diminution car ils vont percevoir directement le bonus territoire de la CAF (en remplacement du contrat enfance-jeunesse qui était versé à la communauté de communes).

L'enjeu pour 2023 et les années suivantes est de stabiliser les dépenses de fonctionnement à 1.5% en misant sur une inflation stable.

Il est à noter en 2023, des hausses des contributions versées aux partenaires :

Contributions aux partenaires

| | 2022 | 2023 | Augmentation |
|---|---|---|---|
| **SMGALT** | 185 515.62 | 197 017.58 | 6.20% |
| **SDIS** | 426 671.91 | 453 600.00 | 6.31% |
| **PETR** | 126 797.00 | 141 538.00 | 11.63% |

### *2.2. Les charges de personnel*

**Une démarche GPEEC engagée à travers plusieurs outils**

Le vieillissement de la population, l'intégration de nouvelles générations dont le rapport au travail est sensiblement différent, la crise sanitaire, la transition numérique, la transition écologique, la vogue du télétravail, tous ces phénomènes impactent considérablement le marché de l'emploi, et par voie de conséquence l'emploi dans la fonction publique territoriale, dont les métiers, y compris les plus traditionnels, connaissent indéniablement une désaffection significative.
Dans ce contexte qui oblige à réinterroger les pratiques et les organisations, notre politique des ressources humaines doit s'adapter aux nouveaux enjeux, se singulariser dès l'étape du recrutement, proposer des parcours professionnels valorisés, et développer globalement l'attractivité de notre collectivité, notre « marque employeur ».

Dans ce contexte, la direction des ressources humaines a travaillé plus particulièrement sur les axes suivants, afin de développer des compétences transversales et valoriser les évolutions professionnelles :

- Dynamiser la gestion des effectifs et la masse salariale par le développement d'outils d'analyse et de pilotage aux fins d'optimisation des ressources.
- Moderniser la gestion administrative du personnel. Le développement du numérique dans les applicatifs métiers doit contribuer à améliorer notre efficience, c'est-à-dire à redéployer nos ressources humaines et le temps de travail de nos agents de tâches répétitives à des activités directement au cœur de leurs missions.
- Développer l'apprentissage. La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a introduit de nouvelles dispositions pour faciliter le développement de l'apprentissage au sein des trois versants de la fonction publique. Le gestionnaire formation - recrutement a accompagné de nombreux agents dans des démarches de progression, de développement de compétences, de mobilité interne ou externe.

**La durée de travail**
Conformément à la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, la communauté de communes a redéfini le cadre des cycles de travail et le règlement afférent. Dans ce cadre, à compter du 1er janvier 2022, 5 cycles de travail hebdomadaire sont désormais possibles.

De plus, un règlement du télétravail a été mis en œuvre au 1er septembre 2022, afin de permettre la mise en œuvre du télétravail sur un groupe expérimental de 39 agents, à raison d'un jour par semaine.

En tout état de cause, l'anticipation des départs, la création d'organigrammes cibles, l'accompagnement des agents dans leur carrière et leur mobilité, la transformation d'emplois en fonction des besoins de la communauté de communes ainsi que la recherche de nouvelles organisations de travail sont autant de leviers de gestion qui sont toujours développés sur la période 2022/2023.

## PROSPECTIVE RH 2023

La communauté de communes poursuivra ses efforts de maîtrise des dépenses de la masse salariale en 2023.

### 2.2.1. Actions subies résultant de décisions d'organes étatiques

- L'année 2022 a été notamment marquée par les augmentations liées au pouvoir d'achat pour l'ensemble du personnel.
  Les traitements des fonctionnaires continueront à augmenter en 2023 et les années suivantes, en raison des effets mécaniques du glissement vieillissement technicité (GVT), des conséquences de la revalorisation du point d'indice de 2022 en année pleine non compensée financièrement, des autres mesures imposées, faiblement ou non compensées.

- L'application de la loi de transformation de la fonction publique et de ses décrets (indemnité de fin de contrat, formations obligatoires supplémentaires, rupture conventionnelle, non application du jour de carence pour les arrêts maladie ordinaire dus à la grossesse et à la Covid 19…) continuent à impacter la masse salariale

### 2.2.2. Actions choisies par la communauté de communes

- La mise en œuvre de la redevance incitative
- La reconduction du recrutement de contrat aidés et apprentis afin de favoriser l'embauche de personnes les plus précaires
- L'augmentation de l'IFSE et la mise en œuvre du CIA
- La création du service emploi
- Le déploiement de France services avec augmentation des temps horaires des agents pour un meilleur accompagnement des concitoyens

### 2.2.3. Actions ayant pour objectif de stabiliser la masse salariale

- La poursuite de la politique de RH d'intégration au sein des services, de personnes en situation de handicap (stage, apprentissage, recrutement)
- L'étude systématique des demandes de remplacement d'absences temporaires ainsi qu'une vigilance quant aux recours de renforts saisonniers
- L'étude systématique des demandes de remplacement des départs (retraite, mutations, fins de contrat)
- L'optimisation des organisations, la recherche de mutualisations
- La poursuite de la mensualisation des agents occupant des postes permanents permettant, d'une part, d'éviter de générer de la précarité et de stabiliser les équipes et, d'autre part, de gérer les surcoûts liés aux congés payés (aides à domicile, animateurs, ripeurs)
- Un suivi mensuel de l'exécution budgétaire avec analyse de la DRH, de la directrice des Finances et de la direction des services

### 2.2.4. Nouvelles actions à conduire pour maitriser le budget RH

- La poursuite de la professionnalisation des agents
- La poursuite de la stratégie RH « Qualité de vie au travail / Performance » et la lutte contre l'absentéisme
- La communication et le suivi des indicateurs RH
- La mise en œuvre d'une prospective financière sur 5 ans

### 2.2.5. Les actions impactantes en 2023

| | ACTIONS | BP 2023 |
|---|---|---|
| Budget général | Effet report des reformes statutaires et de l'augmentation du point d'indice | 200 0000€ |
| | Etude de revalorisation de l'IFSE et mise en œuvre du CIA (obligations liées au RIFSEEP) | 130 0000€ |
| | Coût GVT | 35 000€ |
| | Création du service emploi (1ETP) | 40 000€ |
| **TOTAL** | | **405 000€** |
| Budget SAAD | Obligation de mise en œuvre de la loi Ségur (CTI) pour le SAAD | 100 0000€ |

### 2.2.6. En partie maîtrisée par des recettes

| | ACTIONS | BP 2023 |
|---|---|---|
| | Stabilisation et suivi des remplacements d'agents absents | **200 000 € (contrat d'assurance)** |
| | Projet numérique | **25 000 €** |
| | Projet « Petite ville de demain » | **54 140 €** |
| | Volontaire territorial en administration (VTA) | **15 000 €** |
| | Créations de poste majoritairement en contrats aidés | **35 000 €** |
| | | **329 140€** |

## *2.3. Les recettes de fonctionnement*

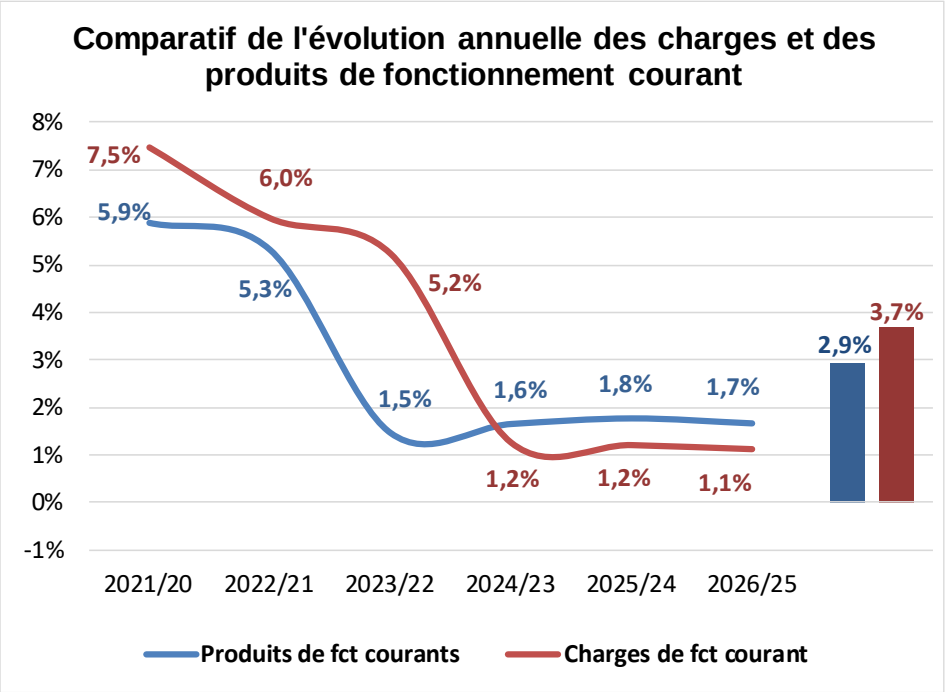
| Chap | Objet | BUDGET 2021 | BUDGET 2022 | BUDGET 2023 | Evolution 2023/2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 3 494 838.64 | 4 035 207.75 | 3 373 727.00 | -16.39% |
| 013 | Atténuations de charges | 100 000.00 | 193 010.00 | 300 000.00 | 55.43% |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 39 243.35 | 9 165.00 | 22 457.00 | 145.03% |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 1 013 010.00 | 994 900.00 | 877 952.00 | -11.75% |
| 73 | Impôts et taxes | 15 266 938.00 | 15 054 162.00 | 16 547 784.00 | 9.92% |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 4 302 201.43 | 5 532 530.93 | 4 578 273.40 | -17.25% |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 36 737.43 | 30 964.00 | 36 200.00 | 16.91% |
| 77 | Produits exceptionnels | 10 500.00 | 21 500.00 | 10 238.00 | -52.38% |
| 78 | Reprises sur amortissements et provisions | 10 000.00 | 10 000.00 | 30 000.00 | 200.00% |
| | TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT | **24 273 468.85** | **25 881 439.68** | **25 776 631.40** | **-0.40%** |

Les recettes fiscales n'ayant pas encore été notifiées, les montants perçus en 2022 ont été reportés.

Zoom prospective financière HGI

Une prospective financière a été demandée à Haute Garonne Ingénierie pour la période du mandat 2022/2026. Elle est actualisée pour 2023 et les années suivantes.

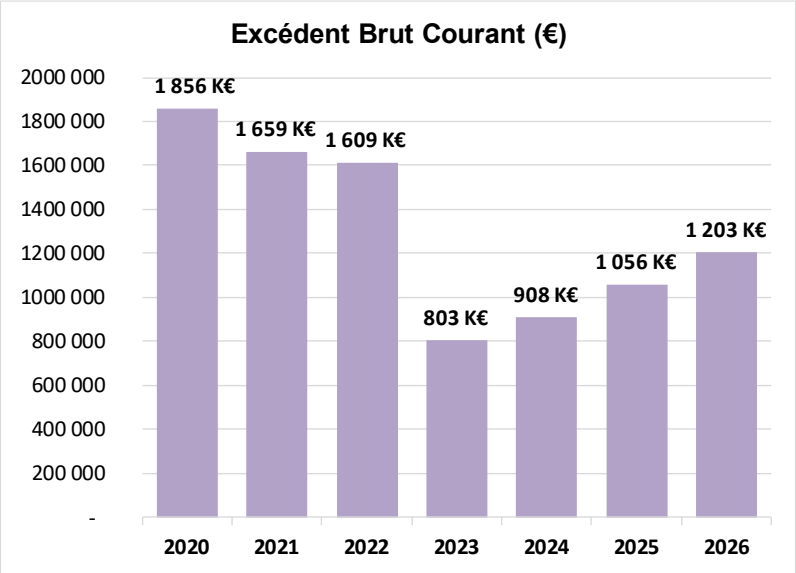
Cette prospective a fait apparaître un besoin de financement des dépenses pour consolider l'épargne nette (solde obtenu au terme des opérations de fonctionnement après couverture, par les recettes d'exploitation, des charges de même nature élargies au capital de la dette ancienne et nouvelle) et ainsi financer les investissements proposés pour le plan pluriannuel d'investissement.




L'exercice 2022 est marqué par une **croissance plus forte des charges** *(+6%)* par comparaison aux produits *(+5.3%)* comparé à 2021. Cette tendance selon la prospective aurait tendance à se reproduire l'année suivante (2023), avant de s'inverser avec la projection d'une évolution légèrement supérieure des recettes *(environ +1.8%)* contre *+1,2%* pour les dépenses sur la fin du mandat.

Compte tenu de ces hypothèses, on observe sur la prospective une progression moyenne annuelle des charges de fonctionnement courant *(hors opérations exceptionnelles et charges financières)* légèrement plus dynamique *(+3,7%)* que celle des produits de même nature *(+2,9%).*

**L'excédent brut courant** (EBC) est égal à la différence entre les produits de fonctionnement courant et les charges de même nature.



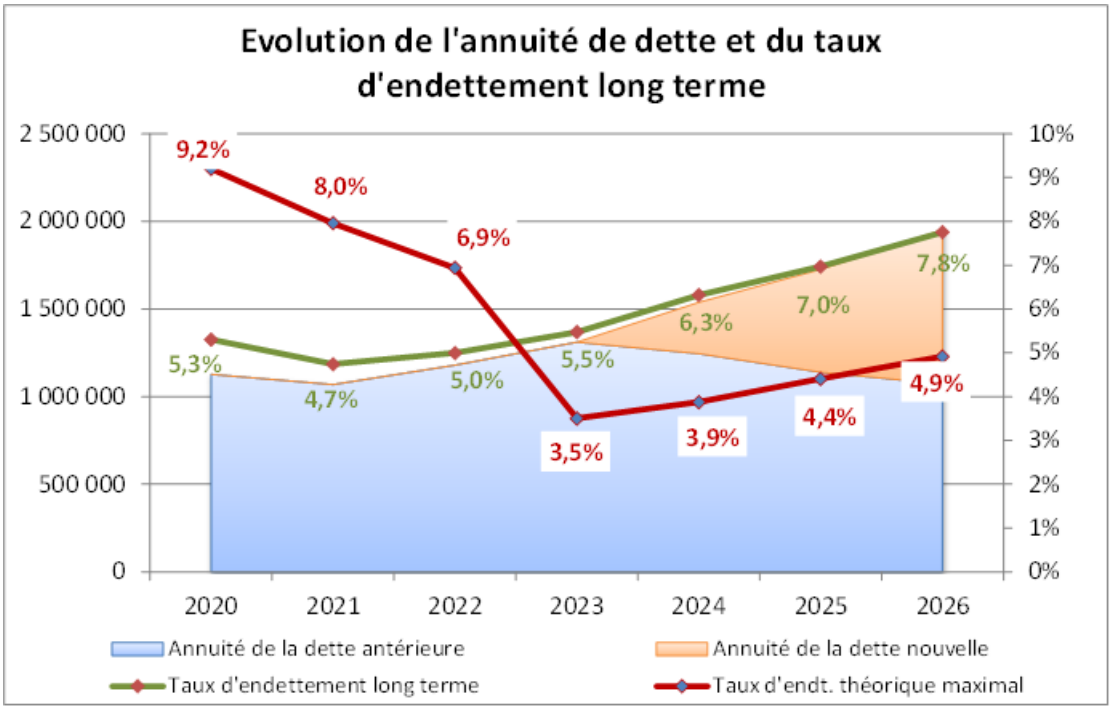

Après une dégradation de l'EBC en 2021 et 2022 qui devrait se poursuivre très fortement en 2023 ; en 2024 il remonterait au vu de la maîtrise des dépenses courantes et de l'accroissement des recettes selon les hypothèses prises.

Affaiblie dès 2023, **l'épargne nette** devient déficitaire privant ainsi la communauté de communes de toute capacité à dégager, annuellement, un autofinancement pour les futurs investissements.

En parallèle, le recours systématique à l'emprunt pour financer les investissements dégrade considérablement les indicateurs d'endettement.

| Scénario de référence | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de fct courant | 21 125 403 | 22 367 474 | 23 555 771 | 23 897 622 | 24 289 231 | 24 715 915 | 25 124 122 |
| - Charges de fct courant | 19 269 753 | 20 708 919 | 21 946 457 | 23 093 998 | 23 381 485 | 23 659 985 | 23 921 461 |
| **= Excédent Brut Courant (EBC)** | **1 855 650** | **1 658 556** | **1 609 314** | **803 624** | **907 746** | **1 055 930** | **1 202 661** |
| + Solde exceptionnel large | 99 253 | 132 421 | 27 847 | 35 000 | 35 000 | 35 000 | 35 000 |
| **= Epargne de Gestion (EdG)** | **1 954 903** | **1 790 976** | **1 637 161** | **838 624** | **942 746** | **1 090 930** | **1 237 661** |
| - Intérêts de la dette | 173 180 | 161 310 | 164 107 | 178 504 | 256 441 | 329 853 | 399 252 |
| **= Epargne Brute (EB)** | **1 781 723** | **1 629 666** | **1 473 054** | **660 119** | **686 304** | **761 077** | **838 409** |
| - Capital de la dette | 953 154 | 906 246 | 1 015 166 | 1 132 478 | 1 281 012 | 1 396 406 | 1 552 233 |
| **= Epargne Nette (EN)** | **828 569** | **723 421** | **457 887** | **- 472 359** | **- 594 708** | **- 635 328** | **- 713 824** |

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Investissements (PPI)** | **11 522 095** | **6 770 245** | **7 564 042** | **7 486 518** | **6 957 370** | **6 804 620** | **6 089 620** |
| Emprunts | | 3 000 000 | 2 000 000 | 3 500 000 | 3 500 000 | 3 500 000 | 3 300 000 |




- L'érosion de l'*EBC* observée sur la prospective ne permet plus d'assurer la couverture d'une annuité qui progresse du fait des emprunts mobilisés chaque année pour financer le programme pluriannuel d'investissement, et ce malgré le redressement esquissé en fin de période
- Affaiblie **dès 2022**, l'*épargne nette* devient déficitaire en **2023** et se détériore les années suivantes sous le poids des emprunts *(13 800 K€ entre 2023 et 2026)* générant une annuité nouvelle estimée à 880 K€ en **2026**, portée à 1 156 K€ en **2027** *(nouvel emprunt de 3 300 K€ en 2026).* Dans ce contexte dégradé, l'EPCI ne parvient plus à dégager de marge pour assurer l'autofinancement de ses futurs investissements
- Il doit par ailleurs assurer, à minima, la couverture des dotations d'amortissements par son épargne brute ou à défaut par ses excédents de fonctionnement reportés. Dans ce scénario de soldes d'épargne dégradés, l'épargne brute dégagée sur chaque exercice ne serait plus suffisante, **entre 2023 et 2025**, pour satisfaire à cette contrainte

**En scénario alternatif, il a été proposé de faire appel au levier fiscal pour atteindre un retour à l'équilibre.**

***→ Augmentation dès 2023 du taux de foncier bâti de 0,5 point par an***

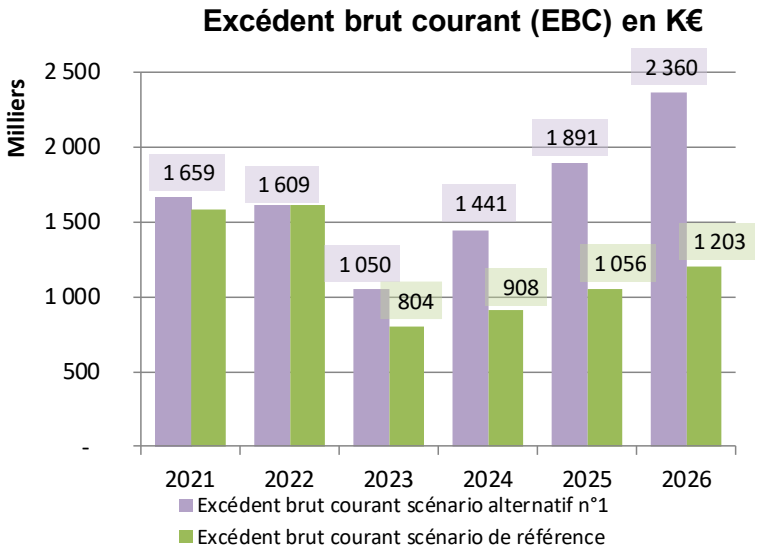
***→Augmentation dès 2023 du taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires en conséquence***

| Evº proportionnelle des taux d'Imposition Ménages | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Scénario alternatif n°1 | **0,0%** | **33,7%** | **25,1%** | **20,5%** | **16,5%** | **14,5%** |

| Scénario alternatif n°1 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux TH | 10,61% | 10,61% | 13,26% | 15,98% | 18,62% | 21,32% |
| Taux FB | 1,19% | 1,69% | 2,19% | 2,69% | 3,19% | 3,69% |
| Taux FNB | 7,70% | 7,70% | 7,70% | 7,70% | 7,70% | 7,70% |
| Taux CFE | 37,15% | 37,15% | 37,15% | 37,15% | 37,15% | 37,15% |

| Produit fiscal strict scénario alternatif n°1 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit TH | 271 508 | 279 053 | 373 582 | 465 922 | 559 083 | 653 594 |
| Produit FB | 359 436 | 538 283 | 754 759 | 977 752 | 1 210 555 | 1 456 079 |
| Produit FNB | 90 195 | 93 220 | 99 839 | 103 333 | 106 433 | 108 668 |
| Produit CFE | 2 580 507 | 2 687 740 | 2 821 584 | 2 928 134 | 3 033 859 | 3 132 863 |
| **TOTAL** | **3 301 645** | **3 598 296** | **4 049 763** | **4 475 141** | **4 909 930** | **5 351 203** |
| TOTAL scénario de référence | 3 301 645 | 3 598 296 | 3 803 342 | 3 954 031 | 4 101 161 | 4 234 222 |
| ***Différence*** | ***0*** | ***0*** | ***246 421*** | ***521 109*** | ***808 769*** | ***1 116 981*** |

| Chaine de l'épargne (€) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de fonctionnement courant | 22 367 474 | 23 555 771 | 24 144 043 | 24 822 848 | 25 550 598 | 26 281 046 |
| - Charges de fonctionnement courant | 20 708 919 | 21 946 457 | 23 093 998 | 23 381 485 | 23 659 985 | 23 921 461 |
| **= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)** | **1 658 556** | **1 609 314** | **1 050 045** | **1 441 363** | **1 890 613** | **2 359 585** |
| **+ Solde exceptionnel large** | **132 421** | **27 847** | **35 000** | **35 000** | **35 000** | **35 000** |
| = Produits exceptionnels larges | 141 372 | 47 076 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| - Charges exceptionnelles larges | 8 951 | 19 230 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| **= EPARGNE DE GESTION (EG)** | **1 790 976** | **1 637 161** | **1 085 045** | **1 476 363** | **1 925 613** | **2 394 585** |
| - Intérêts | 161 310 | 164 107 | 178 504 | 241 441 | 300 659 | 341 695 |
| **= EPARGNE BRUTE (EB)** | **1 629 666** | **1 473 054** | **906 540** | **1 234 921** | **1 624 954** | **2 052 890** |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **= EPARGNE NETTE (EN)** | **723 421** | **457 887** | **-225 937** | **-19 208** | **283 121** | **610 633** |
| EPARGNE NETTE scénario de référence | 723 421 | 457 887 | -472 359 | -594 708 | -635 328 | -713 824 |
| *Différence* | - | - | *246 421* | *575 500* | *918 449* | *1 324 457* |




La revalorisation du produit fiscal à travers les augmentations successives des taux de la **taxe foncière sur les propriétés bâties** et **de taxe d'habitation sur les résidences secondaires** entre 2022 et 2026, assurerait un gain cumulé de fiscalité estimé 1.3 *K€* à horizon 2026.

**<u>Conclusion – Prospective Haute-Garonne ingénierie</u>** :

Le scénario, visant à une **augmentation annuelle du taux de FB de 0,5 points et du taux de THRS en lien** permettrait à la communauté de communes, à volume d'investissement identique, de réduire le recours à l'emprunt de 10 500 K€ entre 2023 et 2026 et d'améliorer les soldes d'épargne.

**L'épargne nette** serait positive **dès 2024** et s'établirait à 611 K€ à **horizon 2026**.

Une **évolution des charges de fonctionnement réduite de -1,9 points** en 2023 générerait une économie cumulée de 364 K€

L'**action combinée des 2 propositions** dès 2023 permettrait de limiter l'impact fiscal sur la fin de la période

### *2.4. Dépenses d'investissement identifiées*

| | | BP 2023 | |
|---|---|---|---|
| **Déchèteries** | Travaux d'aménagement (études) | 60 000.00 | **220 000.00** |
| | Matériel roulant - packmat | 100 000.00 | |
| | Système identification | 60 000.00 | |
| **Maison du Touch** | Mobilier | 5 550.00 | **142 050.00** |
| | Achat locaux (SIECT et SMGALT) | 136 500.00 | |
| **Informatique** | Matériel informatique | 63 500.00 | **63 500.00** |
| **Matériel OM** | Bacs et PAV | 1 174 050.00 | **1 968 670.00** |
| | Badges - signalétique | 30 000.00 | |
| | Bennes transport verre | 104 620.00 | |
| | Matériel de transport | 660 000.00 | |
| **Matériel services techniques** | Nacelle - tracteur | 86 000.00 | **101 000.00** |
| | Divers matériels | 15 000.00 | |
| **Petite Enfance** | Réparations diverses | 62 000.00 | **142 000.00** |
| | Etude extension Lherm | 45 000.00 | |
| | Lave-linge/sèche-linge/mobiliers | 35 000.00 | |
| **Relais d'assistants maternels** | Aménagements jardin le Fousseret | 70 300.00 | **78 500.00** |
| | Informatique et mobilier | 8 200.00 | |
| **Voirie** | Travaux de voirie | 3 000 000.00 | **3 000 000.00** |
| **Equipements culturels** | Gradins | 35 000.00 | **35 000.00** |
| **Développement Economique** | Participation travaux PPRT Antargaz – BASF – Lacroix | 50 000.00 | **330 000.00** |
| | Bâche incendie | 15 000.00 | |
| | Aides à l'immobilier d'entreprise | 75 000.00 | |
| | Réserve foncière | 100 000.00 | |
| | Pose fabrication signalétique ZA | 90 000.00 | |
| **Equipements sportifs stades** | Etudes vestiaires Ste Foy et Le Fousseret | 22 000.00 | **773 000.00** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Synthétique Malaret/divers travaux | 736 000.00 | |
| | Outillage | 15 000.00 | |
| **Site Borret** | Divers travaux mise aux normes | 30 000.00 | **30 000.00** |
| **Aménagement numérique** | Contribution Haute-Garonne Numérique | 23 000.00 | **23 000.00** |
| **Enfance Jeunesse** | Travaux divers | 13 500.00 | **31 222.00** |
| | Divers matériels | 17 722.00 | |
| **Maison du Campet** | Aménagements divers | 50 500.00 | **53 000.00** |
| | Mobilier Service d'aide à domicile | 2 500.00 | |
| **Maison des Pyrénées** | Mobilier et informatique | 5 600.00 | **5 600.00** |
| **Equipements sportifs – gymnase** | Etude 3 gymnases | 60 000.00 | **191 860.00** |
| | Divers travaux | 100 860.00 | |
| | Organigramme/protection équipements | 31 000.00 | |
| **Espace France Services** | Mobiliers | 900.00 | **900.00** |
| **Maison du Touch** | Fonds de concours | 300 000.00 | **300 000.00** |
| **GEMAPI** | Participation | 800.00 | **800.00** |
| **Centre social** | Etudes | 35 000.00 | **35 000.00** |
| | **TOTAL PRINCIPALES DEPENSES INVESTISSEMENT 2023** | | **7 525 102.00** |
| | **Restes à réaliser 2022** | | **1 783 114.45** |
| | **TOTAL** | | **9 308 216.45** |

| | |
|---|---|
| Remboursement d'emprunt | 1 132 477.84 |
| Amortissements subvention | 22 457.79 |
| Dépenses imprévues | 100 000.00 |
| **TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT 2023** | **10 563 152.08** |

Un Plan Pluriannuel d'Investissement a été réalisé en 2021 sur la période 2022/2026. Il a été actualisé en 2023 (cf. annexe)

### *2.5. Recettes d'investissement*

| | BP 2023 | |
|---|---|---|
| **Voirie** | Département - Pool routier / dégâts d'orage | 928 741.00 |
| **Autres recettes** | FCTVA | 930 000.00 |
| | Affectation des résultats proposée | 1 385 999.97 |
| | Amortissement | 1 014 869.00 |
| | Excédent d'investissement reporté | 0.00 |
| | Virement de la section de fonctionnement | 1 044 079.40 |
| | EMPRUNT 2023 | 3 498 518.27 |
| | Restes à réaliser 2022 | 1 760 944.44 |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2023** | **10 563 152.08** |

❖ BUDGET ANNEXE SERVICE DECHETS – Dépenses/Recettes

| **FONCTIONNEMENT** | **BP 2023** |
|---|---|
| 011 – Charges à caractère générales | 3 399 441.00 |
| 012 - Charges de personnel | 1 139 758.00 |
| 65 – Autres charges de gestion courante | 23 700.00 |
| 66 - Charges financières | 0.00 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 0.00 |
| 022 - Dépenses imprévues | 10 000.00 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 479 000.00 |
| **TOTAL Dépenses de fonctionnement** | **5 051 899.00** |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit) | 0.00 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 0.00 |
| 70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de service, marchandises | 5 051 899.00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | |
| **TOTAL Recettes de fonctionnement** | **5 051 899.00** |

| INVESTISSEMENT | |
|---|---|
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 1 411.00 |
| 16 - Emprunts | 0.00 |
| 21 - Immobilisation corporelles | 1 968 670.00 |
| **TOTAL dépenses d'investissement** | **1 970 081.00** |
| 001 - Solde d'exéction de la section d'investissement reporté | 0.00 |
| 16 - emprunts | 1 191 081.00 |
| 13 - subventions | 300 000.00 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 479 000.00 |
| **TOTAL recettes d'investissement** | **1 970 081.00** |

Une partie des dépenses de personnel (direction et personnel des déchèteries) reste affectée au budget principal ; ainsi que les investissements des déchèteries et les emprunts antérieurs.

- BUDGET ANNEXE SERVICE D'AIDES A DOMICILE – Dépenses/Recettes

| | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 | Observations |
|---|---|---|---|---|
| 011 - groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation | 37 827.18 | 25 046.27 | 34 920.00 | |
| 012 - groupe 2 : dépenses afférentes au personnel | 1 109 092.50 | 900 280.24 | 1 102 000.00 | Intégration Complément de Traitement Indiciaire (49 points d'indice majoré) |
| 016 - groupe 3 : dépenses afférentes à la structure | 69 396.00 | 35 784.23 | 97 360.00 | Accompagnement réorganisation et évaluation externe |
| **TOTAL Dépenses de fonctionnement** | **1 216 315.68** | **961 110.74** | **1 234 280.00** | |
| 017- groupe 1 : produits de tarification | 647 500.00 | 551 354.22 | 560 000.00 | |
| 018 - groupe 2 : autres produits relatifs à l'exploitation | 568 737.27 | 408 889.02 | 674 280.00 | Dont subvention équilibre 459 280 € |
| 019 - groupe 3 : produits financiers | 0 | 983.23 | 0 | |
| **TOTAL Recettes de fonctionnement** | **1 216 237.27** | **961 226.47** | **1 234 280.00** | |

❖ BUDGET ANNEXE OFFICE DE TOURISME – Dépenses/Recettes

| | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 | Observations |
|---|---|---|---|---|
| 011 – Charges à caractère générales | 55 650.00 | 31 993.65 | 53 579.98 | |
| 012 – Charges de personnel | 317 174.00 | 282 567.76 | 317 175.00 | Saisonnier - alternant - service technique |
| 65 – Autres charges de gestion courante | 8 010.00 | 7 971.83 | 7 310.00 | Maintenance site |
| 68 - amortissements | 2 966.13 | 2 966.13 | 2 966.13 | |
| 022 - Dépenses imprévues | 250.00 | | 500.00 | |
| 023 – Virement à la section d'investissement | 46 905.25 | | 72 111.00 | |
| **TOTAL Dépenses de fonctionnement** | **430 955.38** | **325 499.37** | **453 642.11** | |
| 74 – Dotations, subventions | 398 462.62 | 398 571.03 | 341 716.00 | Dont subvention 329 716 € |
| 013 – Remboursement sur rémunération | 14 000.00 | 8 518.65 | 9 000.00 | |
| 70 - produits des services | 1 000.00 | 1 976.00 | 1 500.00 | |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 130.00 | 192.32 | 100.00 | |
| 77 - Produits exceptionnels | | 208.72 | | |
| 002 – excédent de fonctionnement | 17 362.76 | 17 362.76 | 101 326.11 | |
| **TOTAL Recettes de fonctionnement** | **430 955.38** | **426 829.48** | **453 642.11** | |

❖ BUDGET ANNEXE PORTAGE DE REPAS - Dépenses/Recettes

| | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 | Observations |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses** | 419 333.79 | 371 700.35 | 415 900.00 | Augmentation du nombre de repas + coût des repas |
| **Recettes** | 419 333.79 | 371 700.35 | 415 900.00 | Dont 65 900 € de subvention d'équilibre |

❖ BUDGET ANNEXE PHOTOVOLTAIQUE – Dépenses/Recettes

| | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 |
|---|---|---|---|
| 011 – Charges à caractère générales | 15 000.00 | 4 434.09 | 14 000.00 |
| 65 – Autres charges de gestion courante | 1 193.08 | 0 | |
| 66 - Charges financières | 4 462.97 | 3 457.84 | 3 000.00 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 15 617.39 | 0 | 43 445.40 |
| 022 - Dépenses imprévues | 2 000.00 | 0 | 2 000.00 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 25 858.95 | 25 858.95 | 26 306.95 |
| **TOTAL Dépenses de fonctionnement** | **64 132.39** | **33 750.88** | **88 752.35** |
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit) | 2 625.13 | 2 625.13 | 26 250.09 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 6 997.26 | 6 997.26 | 6 997.26 |
| 70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de service, marchandises | 54 500.00 | 53 309.59 | 55 500.00 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 10 | 0.63 | 5 |
| **TOTAL Recettes de fonctionnement** | **64 132.39** | **62 932.61** | **88 752.35** |
| | | | |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 6 997.26 | 6 997.26 | 6 997.26 |
| 16 - Emprunts | 12 963.97 | 12 913.97 | 12 913.97 |
| 21 - Immobilisation corporelles | 30 877.43 | | 100 000.00 |
| **TOTAL Dépenses d'investissement** | **50 838.66** | **19 911.23** | **119 911.23** |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 24 531.71 | 0.00 | 24 531.71 |
| 16 - emprunts | | | 69 072.57 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre section | 26 306.95 | 26 306.95 | 26 306.95 |
| **TOTAL Recettes d'investissement** | **50 838.66** | **26 306.95** | **119 911.23** |

❖ BUDGETS ANNEXES – ZONES D'ACTIVITES

| | |
|---|---|
| **ZONE D'ACTIVITES LHERM** | |
| Etudes - Travaux d'aménagement | 640 000 |
| **ZONE D'ACTIVITES SAINTE-FOY DE PEYROLIERES** | |
| Acquisition terrain privé suite à DUP | 130 000.00 |
| **ZONE D'ACTIVITES MARTRES-TOLOSANE** | |
| Etudes – travaux d'aménagement | 40 000 |
| **ZONE D'ACTIVITES DESCAILLAUX – SAINT-ELIX-LE-CHATEAU** | |
| Aménagement (3ème tranche) | 10 000 |

# ANNEXES

# Annexe 1 – Harmonisation des taux de CFE

**Schéma d'harmonisation des taux de CFE avec la durée maximale de 12 ans** (à taux de CFE unique voté constant)

| | Taux 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BOUSSENS | 27,57% | 28,36% | 29,16% | 29,96% | 30,76% | 31,56% | 32,36% | 33,15% | 33,95% | 34,75% | 35,55% | 36,35% | 37,15% |
| CAZERES | 48,94% | 47,95% | 46,97% | 45,99% | 45,01% | 44,02% | 43,04% | 42,06% | 41,08% | 40,09% | 39,11% | 38,13% | 37,15% |
| COULADERE | 45,70% | 44,98% | 44,27% | 43,56% | 42,84% | 42,13% | 41,42% | 40,70% | 39,99% | 39,28% | 38,56% | 37,85% | 37,14% |
| FRANCON | 37,57% | 37,53% | 37,50% | 37,46% | 37,43% | 37,39% | 37,36% | 37,32% | 37,29% | 37,25% | 37,22% | 37,18% | 37,15% |
| LESCUNS | 20,23% | 21,64% | 23,05% | 24,46% | 25,87% | 27,28% | 28,69% | 30,10% | 31,51% | 32,92% | 34,33% | 35,74% | 37,15% |
| MARIGNAC-LASPEYRES | 40,66% | 40,36% | 40,07% | 39,78% | 39,49% | 39,19% | 38,90% | 38,61% | 38,32% | 38,02% | 37,73% | 37,44% | 37,15% |
| MARTRES-TOLOSANE | 42,08% | 41,66% | 41,25% | 40,84% | 40,43% | 40,02% | 39,61% | 39,20% | 38,79% | 38,38% | 37,97% | 37,56% | 37,15% |
| MAURAN | 43,04% | 42,54% | 42,05% | 41,56% | 41,07% | 40,58% | 40,09% | 39,60% | 39,11% | 38,62% | 38,13% | 37,64% | 37,15% |
| MONDAVEZAN | 34,95% | 35,13% | 35,31% | 35,50% | 35,68% | 35,86% | 36,05% | 36,23% | 36,41% | 36,60% | 36,78% | 36,96% | 37,15% |
| MONTBERAUD | 38,18% | 38,09% | 38,00% | 37,92% | 37,83% | 37,75% | 37,66% | 37,57% | 37,49% | 37,40% | 37,32% | 37,23% | 37,15% |
| MONTCLAR-DE-COMMINGES | 20,30% | 21,70% | 23,10% | 24,51% | 25,91% | 27,32% | 28,72% | 30,12% | 31,53% | 32,93% | 34,34% | 35,74% | 37,15% |
| PALAMINY | 40,58% | 40,29% | 40,00% | 39,72% | 39,43% | 39,15% | 38,86% | 38,57% | 38,29% | 38,00% | 37,72% | 37,43% | 37,15% |
| PLAGNE | 30,20% | 30,77% | 31,35% | 31,93% | 32,51% | 33,09% | 33,67% | 34,25% | 34,83% | 35,41% | 35,99% | 36,57% | 37,15% |
| PLAN | 40,44% | 40,16% | 39,89% | 39,61% | 39,34% | 39,06% | 38,79% | 38,52% | 38,24% | 37,97% | 37,69% | 37,42% | 37,15% |
| SAINT-MICHEL | 30,60% | 31,14% | 31,69% | 32,23% | 32,78% | 33,32% | 33,87% | 34,42% | 34,96% | 35,51% | 36,05% | 36,60% | 37,15% |
| SANA | 27,46% | 28,26% | 29,07% | 29,88% | 30,69% | 31,49% | 32,30% | 33,11% | 33,92% | 34,72% | 35,53% | 36,34% | 37,15% |
| BEAUFORT | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| BERAT | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| CAMBERNARD | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| FORGUES | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| LABASTIDE-CLERMONT | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| LAHAGE | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| LAUTIGNAC | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| LHERM | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| MONES | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| MONTASTRUC-SAVES | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| MONTGRAS | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| PIN-MURELET | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| PLAGNOLE | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| POUCHARRAMET | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| RIEUMES | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| SAJAS | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| SAVERES | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES | 30,98% | 31,49% | 32,00% | 32,52% | 33,03% | 33,55% | 34,06% | 34,57% | 35,09% | 35,60% | 36,12% | 36,63% | 37,15% |
| CASTELNAU-PICAMPEAU | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| CASTIES-LABRANDE | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| FOUSSERET | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| FUSTIGNAC | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| GRATENS | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| LUSSAN-ADEILHAC | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| MARIGNAC-LASCLARES | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| MONTEGUT-BOURJAC | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| MONTOUSSIN | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| POLASTRON | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| POUY-DE-TOUGES | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| SAINT-ARAILLE | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| SAINT-ELIX-LE-CHATEAU | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| SENARENS | 27,18% | 28,01% | 28,84% | 29,67% | 30,50% | 31,33% | 32,16% | 32,99% | 33,82% | 34,65% | 35,48% | 36,31% | 37,15% |
| **Taux moyen pondéré** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** |
| *Variation annuelle du taux (en points d'imposition)* | | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *0,00%* | *-0,01%* |
| | | | | | | | | | | | | | |
| **Taux CFE unique voté** | | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** | **37,15%** |

Annexe 2 – PPI

| Compétences | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| **Culture** | 35 000 | | | | **35 000** |
| **Enfance Jeunesse** | 22 100 | 19 200 | 13 200 | 13 200 | **67 700** |
| **Petite Enfance** | 285 207 | 195 000 | 30 000 | 30 000 | **540 207** |
| **Tourisme** | 68 000 | 47 000 | 37 000 | 22 000 | **174 000** |
| **Fonds de concours** | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | **1 200 000** |
| **Action sociale** | 35 000 | 384 000 | 0 | 420 000 | **839 000** |
| **Voirie** | 3 000 000 | 2 700 000 | 3 000 000 | 2 700 000 | **11 400 000** |
| **Informatique** | 63 500 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | **213 500** |
| **Environnement** | 2 218 670 | 1 495 170 | 2 024 420 | 1 684 420 | **7 422 680** |
| **Stades** | 912 041 | 265 000 | 685 000 | 205 000 | **2 067 041** |
| **Gymnases** | 120 000 | 1 060 000 | 260 000 | 260 000 | **1 700 000** |
| **Services techniques** | 132 000 | 42 000 | 5 000 | 5 000 | **184 000** |
| **Borret** | 30 000 | | | | **30 000** |
| **Entretien bâtiments** | 165 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | **465 000** |
| **Développement économique** | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | **400 000** |
| **PLUi** | | 200 000 | 200 000 | 200 000 | **600 000** |
| **TOTAL** | **7 486 518** | **6 957 370** | **6 804 620** | **6 089 620** | **27 338 128** |
| | | | | | |
| **Subventions escomptées** | **2 994 607** | **2 782 948** | **2 721 848** | **2 435 848** | **10 935 251** |
| **FCTVA perçu** | **1 228 088** | **1 116 519** | **1 092 005** | **977 262** | **4 387 223** |
| | | | | | |
| **RESTE A CHARGE** | **3 263 822** | **3 057 903** | **2 990 767** | **2 676 510** | **12 015 654** |